la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 468 — Nouvelle série — N° 167 JANVIER 1962 — PRIX : 1,50 NF

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)
Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)
Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 468 - Janvier 1962

ENTRE NOUS...

Ce numéro de la « R.P. » ouvre la 38e année d'existence de notre revue. Notre éditorial rappelle la constance de notre tendance fondamentale. Et la composition du numéro tend à justifier cette affirmation.

Le syndicalisme ce n'est pas seulement la vie et l'administration des syndicats. C'est — est-il besoin de le redire — l'expression de l'indépendance organique et morale de la classe ouvrière.

Ce qui signifie que pour les rédacteurs, amis et lecteurs de la « R.P. », une entreprise, une construction, une action ne valent pas seulement par leurs buts propres, mais par ce qu'elles apportent de bien-être à la classe ouvrière et surtout par la libération qu'elles représentent pour celle-ci et plus encore par le renforcement qu'elles déterminent de la conscience et de la volonté ouvrières.

Il est normal qu'en dehors des problèmes purement syndicaux, purement ouvriers, d'autres problèmes soient traités dans notre revue.

Nous n'y manquons pas. Certains diront même que nous abusons de cette faculté — et que l'intempérance de certains de nos rédacteurs déséquilibre nos numéros. La question préalable que l'on doit poser c'est de savoir si le mouvement ouvrier est touché directement ou indirectement par ces problèmes. Il faut que la réponse soit affirmative.

Il est normal que la question algérienne soit au premier plan des préoccupations ouvrières. On a pu constater que sous le signe de la liquidation du colonialisme, pour pas mal de rédacteurs et d'amis de la « R.P. » le devoir était parfois plus difficile à connaître qu'à accomplir. C'est qu'il faut voir au-delà de la fin des combats, au-delà de l'indépendance. Il faut voir l'avenir des travailleurs ex-colonisés.

On s'étonnera sans doute de l'importance exorbitante accordée au problème allemand. Que l'on ne croit pas en une sorte de privilège accordé à certains d'entre nous et respecté par notre « cuisinier ». Celui-ci est beaucoup plus sévère à l'égard de ses vieux compagnons qu'à l'égard des jeunes qui nous rejoignent.

C'est au nom de l'internationalisme ouvrier que nous intervenons en cette affaire allemande. Et l'étude consacrée à la critique d'un ouvrage essentiel et à la prise de position contre une tendance singulièrement dangereuse ne pouvait être scindée, parce que les deux affaires, la diffusion du livre et la propagande germanophobe obéissent à la même inspiration.

Mais à quoi bon insister ? Nous faisons ce que nous pouvons. Et parfois nous avons la prétention de faire plus, de faire ce qui nous paraissait impossible. Nous voyons avec joie la « R.P. » redevenir une tribune pour les militants syndicalistes engagés directement dans la bataille. Et l'Union des Syndicalistes fournit le moyen à des responsables de prendre contact avec un public recruté hors de leurs organisations propres, dont la sympathie n'exclut pas la critique.

Mais nous étouffons dans nos 24 pages. Et notre inquiétude quant à la vie même réduite de notre revue n'est pas dissipée.

REPRENDRE LA CHASSE AUX ABONNES, GENERALISER SYSTEMATIQUEMENT LE SYSTEME DES POSSIBLES, NOUS ADRESSER DES LISTES DE CAMARADES, DE JEUNES EN PARTICULIER QUI POURRAIENT RECEVOIR DES NUMEROS DE PROPAGANDE, ET DANS L'IMMEDIAT PENSER AUX ETRENNES DE LA « R. P. ». C'est en accomplissant ces tâches avec persévérance, que nos amis prouveront qu'ils font eux aussi tout leur possible.

Primauté du Syndicalisme

Si nous n'étions pas syndicalistes, il nous semble que les événements récents et la situation actuelle même nous conduiraient à le devenir.

Des partis anciens, neufs ou rapetassés, il ne demeure guère que nostalgies, routines mentales, habitudes hebdomadaires et illusions périodiquement réchauffées. Des syndicats, divisés, encrassés, bureaucratisés, il se manifeste une force, et un espoir.

Chacun le sait ou le sent, et ce n'est pas par raisonnement doctrinal que les états-majors politiques expriment tous un vif intérêt pour l'action syndicale. Plus simplement, dans la conjoncture actuelle, le poids des syndicats est plus lourd que celui des formations partisanes. Il n'est pas un parti, même se réclamant de la classe ouvrière, qui soit capable de paralyser l'activité économique de la nation. Il n'est pas une idéologie qui puisse se vanter de mettre en mouvement une force comparable à celle des travailleurs organisés.

Alors que les polémiques sur la primauté du rôle du syndicat ou du parti nourrissaient presse et discours des courants sociaux d'autrefois, l'expérience est venue trancher. Nous ne voyons plus guère de théoriciens ou de tribuns qui seraient assez téméraires pour déclarer que le parti est tout et que le syndicat n'est rien. Les plus audacieux se rabattent sur des formules élastiques où le politique s'harmonise avec l'économique...

Dans le chaos français où l'Etat est mosaïque d'administrations et de gangs, où le Parlement discute gravement de ce qu'il ne peut décider, où les formations politiques attendent que les problèmes soient résolus pour avancer leur programme, les centrales et fédérations ouvrières font figure de puissances solides et constantes.

Il est vrai que les syndicats ne s'en rendent pas bien compte, et que leurs objectifs comme leur comportement restent bien au-dessous de leurs possibilités. Cette timidité, ce sentiment d'infériorité, cette dépendance envers un système social et des pratiques sociétaires en déliquescence sont autant de raisons pour que nos convictions syndicalistes en soient renforcées et pour que nous puissions honnêtement et consciemment appeler la foule de militants ouvriers qui se sont dépensés et se dévouent encore dans mille chapelles à nous rejoindre. Non pas dans nos cercles, mais dans notre action.

L'action syndicaliste, ce n'est pas seulement, ce n'est pas essentiellement le prolongement d'une conviction doctrinale. C'est la grande chevauchée anonyme de tous ceux qui ont appris que la vie sociale repose sur la participation, responsable et lucide, et non sur l'exhibitionnisme, l'évasion, le sentimentalisme ou l'esprit moutonnier. C'est pourquoi nous nous trouvons sans cesse au confluent d'expériences et d'évolutions multiples, que le vocabulaire définit mal parce que les mots sont moins riches que les choses, et qu'il est d'usage d'appeler syndicalisme pur, ou syndicalisme révolutionnaire, ou syndicalisme libertaire, ou anarcho-syndicalisme.

Nous savons bien — toujours par expérience — que les syndicats ne sont forts et effrayants qu'aux yeux de l'extérieur, par comparaison avec les partis électoralistes et les succursales d'ambassades, et qu'ils subissent eux aussi la dégradation commune. Ce que nous savons aussi — encore par expérience — c'est que leur amélioration, leur reconquête par les ouvriers parfois, ne peut être attendue d'une autre volonté que celle des syndiqués eux-mêmes. Quand le syndicalisme semble se trouver dans une impasse et montrer des signes d'impuissance devant des problèmes nouveaux, c'est en lui-même qu'il doit chercher le renouveau et la réponse au défi, et non dans la démission et l'attente du miracle.

L'énormité des questions que posent et notre situation dans le cadre national et notre position dans le monde doit certes mesurer nos prétentions. Mais nos « idées » sont-elles vaines et impraticables en cette époque où les pires folies se veulent « réalistes » ? La sagesse est-elle du côté de ceux qui pendant trente ans ont suivi la méthode « scientifique » pour aboutir à l'idolâtrie stalinienne ? La raison est-elle présente chez nos prudents dévots de la démocratie formelle s'abritant en fin de carrière derrière un Hindenburg ou un de Gaulle ? La logique anime-t-elle les adorateurs de la technique, porteuse de bonheur calculé électroniquement ?

Très modestement, mais fermement convaincus, nous pouvons ressortir, devant n'importe quelle assemblée, dans n'importe quelle publication, ce que nous avons dit ou écrit. Que l'unité ouvrière ne peut se faire et ne peut valoir que dans des syndicats dégagés de toute emprise de parti, d'Etat ou d'impérialisme. Que la démocratie ouvrière ne peut se concevoir qu'en fonction de problèmes concrets. Que les appels aux foules, aux passions, que la démagogie sont incompatibles avec l'action ouvrière. Qu'il n'est pas de drame international qui puisse trouver une issue sans l'intervention consciente du mouvement syndical. Que les négociations à propos de la guerre d'Algérie n'ont de sens que si les organisations syndicales françaises et algériennes commencent par les mener à leur niveau et dans leurs domaines. Qu'aucun phénomène de politique étrangère ne peut être compris si l'on ne lui rend ses couleurs et son contenu social : Berlin, Finlande, Congo, Cuba... Qu'il n'est pas de secteur de la classe laborieuse fixée en France qui puisse être abandonnée sans danger pour les travailleurs eux-mêmes : témoin l'émigration espagnole.

Nous pourrions continuer et rappeler à bien

des experts, tard venus des questions sociales, que nous avons tenu les yeux ouverts sur les situations les plus difficiles et sur les mues sociétaires les plus inattendues, sans pour autant perdre contact avec le combat quotidien, et plus exactement parce que nous n'avons jamais cessé de mener ce combat.

Ce n'est pas là une situation particulière, qui nous placerait au rang de curiosité nationale, dans le musée mondial des hérésies. Il est des syndicalistes, et des « R.P. », partout où les leçons des luttes sociales ont été assez dures et assez nombreuses pour qu'elles soient entrées dans le crâne des lutteurs. En Amérique du Sud et du Nord, en Europe comme en Asie. Il en meurt. Il en naît. Il s'en forme. Ce n'est pas nous qui les formons, mais l'expérience. Tout ce que nous pouvons faire, outre la tâche militante de chaque jour, c'est de conserver et d'enrichir ce vaste capital d'expériences. Et nous le faisons.

Ecoutez cette remarque concernant la grande grève belge de l'hiver dernier : « Surprise en face de son intensité, de sa violence, alors que tant de discussions en cours tendaient à répandre l'image d'une classe ouvrière amollie dans le confort, se diluant dans une société globale de relative abondance ». Ce n'est pas un militant syndicaliste qui parle. C'est un chercheur de l'Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles (1). Cette science là, qui commence à se découvrir, nous la possédons. Mieux, nous sommes cette connaissance.

Louis **MERCIER.**

(1) Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1961, numéro 3. Etude de Marcel B. de Bal, chargé de recherches.

CONTRE LA MYSTIFICATION

Un groupe de militants nous a envoyé l'étude collective que nous publions ci-dessous avec la signature de « Lucien ». Nous la considérons comme une contribution très utile à un effort général de réexamen de notions devenues trop courantes.

Si au lieu des Russes, les Américains avaient été les premiers à reprendre les expériences nucléaires, quel tollé dans le monde, et, en particulier, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

Cet état de choses est le résultat de la gigantesque mystification répandue depuis des années par la Russie et ses agences étrangères... avec le soutien officieux des « Occidentaux ».

Les bombes russes sont-elles différentes des autres, moins dangereuses que les autres ? Point du tout, bien sûr. Mais l'idée que le régime russe est socialiste — ou communiste — reste fermement ancrée dans l'esprit de la plupart des gens, qu'ils soient favorables ou non à un tel régime. C'est là ce qui contribue à la persistance de cette mystification quasi générale.

Que les dirigeants russes aient intérêt à propager l'idée que leur régime est celui où les travailleurs sont les maîtres, rien de plus compréhensible. Dans leur antagonisme permanent avec les U.S.A., ils ont besoin du soutien et de la sympathie de tous ceux qui luttent contre l'oppression de leur propre exploiteur, et par là même l'affaiblissent si peu que ce soit. Les différents « partis communistes » n'ont de raison d'exister que dans la mesure où ils peuvent catalyser et orienter le mécontentement de tous ceux qui se sentent exploités dans le sens qui est le plus utile au soutien de la politique étrangère russe.

Mais pourquoi alors les autres, ceux qui se disent les ennemis du socialisme ou du communisme persistent-ils aussi à qualifier de « communiste » le régime de la Russie ?

La réponse dans le fond est assez simple. Si l'on exclut les victimes de la propagande, les motifs des propagandistes « occidentaux » sont clairs : mettre l'accent sur tous les aspects coercitifs du régime russe et dire à ses propres exploités : « Voilà ce qu'est le socialisme ». Le but étant de bannir de l'esprit des travailleurs l'idée que le socialisme ou le communisme sont des solutions politiques et économiques d'émancipation et de progrès. Le résultat de l'effort de propagande mené ainsi de part et d'autre doit être de lier toujours davantage les exploités à leurs exploiteurs. On dit dans les pays « socialistes » que les travailleurs des autres pays ont moins de liberté et un niveau de vie inférieur au leur, ce qui est faux ; on dit chez les « Occidentaux » que le régime policier concentrationnaire et superexploiteur russe est le socialisme pour ruiner dans l'esprit de sa classe ouvrière l'idée même du socialisme. Réduits ainsi à l'apathie et au désespoir les travailleurs des deux « camps » seront mûrs pour la « défense de la patrie ».

Il est donc plus nécessaire que jamais d'insister sur le fait que si, effectivement le monde est divisé en deux camps, cette division est loin d'emprunter les lignes géographiques indiquées par la propagande russo-américaine. Malgré leur rivalité économique les dirigeants « socialistes » et « occidentaux » sont dans le même camp et défendent avant tout leur domination sur les travailleurs (et contre les travailleurs). Grâce à ses partis « communistes » et à leur influence dans la classe ouvrière, on peut même dire que la Russie joue actuellement le rôle de garde chiourme mondial du capitalisme. Il n'est que de voir de quelle façon par exemple a été menée la répression en Hongrie et comment le « P. C. » français a réussi à empêcher toute opposition de masse à la guerre d'Algérie, pour s'en convaincre. N'a-t-il pas également, en remontant à l'immédiat après-guerre, été le principal artisan de la « remise en ordre » capitaliste en France (retroussez vos manches).

Dans l'autre camp, se trouvent les travailleurs exploités de tous les pays.

La rivalité entre Russes en Américains se réduit donc à la très classique opposition de deux puissances capitalistes pour le partage de la planète. Les Américains n'ayant jamais prétendu avoir d'autre régime qu'un régime capitaliste il n'y a rien à démontrer en ce qui les concerne. Il n'en est pas de même pour la Russie ; il faut en effet, montrer que son régime économique et politique n'a non seulement rien à voir avec le socialisme, mais qu'il n'est qu'un

aspect, nouveau peut-être, du régime capitaliste.

Loin de dépérir l'Etat russe n'a fait que se renforcer et ses divers organes ont pris de plus en plus ouvertement une forme qui ne diffère nullement de celle de leurs homologues des autres pays capitalistes. L'armée par exemple, n'en diffère en rien par sa structure, sa hiérarchie, et son esprit. C'est ainsi qu'en janvier 1939, fut modifiée la formule du serment que prêtaient *collectivement* soldats et officiers, et qui commençait en ces termes :

« *Moi, fils du peuple travailleur, citoyen de l'Union Soviétique, je deviens soldat de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne. Devant les classes travailleuses de l'U.R.S.S. et du monde entier, je m'engage à porter ce nom avec honneur et à apprendre consciencieusement le métier militaire. A ne pas épargner mes forces dans la lutte pour l'U.R.S.S. ainsi que pour la cause du socialisme et de la fraternité des peuples.* »

Le nouveau serment est d'un tout autre esprit :

« *Moi, citoyen de l'U.R.S.S., en entrant dans les rangs de l'Armée Rouge, je prête serment et m'engage solennellement à être un soldat loyal, brave, discipliné, vigilant ; à garder strictement les secrets militaires et les secrets d'Etat; à exécuter sans discussion les règlements militaires et les ordres des officiers et des chefs.* »

Que dire également de l'existence du livret de travail et du passeport intérieur qui doivent être visés à chaque déplacement. Sans oublier le travail forcé, qui a une importance considérable en raison des masses humaines qui y participent, avec pour tout salaire la nourriture strictement nécessaire à leur maintien en vie.

Mais ce qui décide aussi du caractère de classe d'un Etat c'est son économie. Et plus que tout, non pas la forme étatique ou privée de la propriété, mais celle de la plus-value. Qui en dispose ? Celui qui gère et contrôle l'économie. Qui en Russie gère et contrôle l'économie, les producteurs ou non ?

Nous savons bien que l'appareil du parti et de l'Etat sont une seule et même chose. Que les organismes dirigeants se renouvellent par cooptation, que les décisions sont l'apanage du secrétariat du parti et que la base a pour seul droit celui de les approuver. Bien que souvent les formes juridiques soient en retard sur la réalité, il est intéressant de citer l'arrêt du 7 septembre 1929 pris par la C. E. du Parti, et qui « *établit définitivement le commandement unique du directeur d'usine, en vue de renforcer la discipline du travail, améliorer l'organisation de la production et appliquer les principes d'une saine économie* ».

Le directeur sera entièrement responsable de l'exécution des plans, du budget, sera *seul* en droit de donner des ordres dans le domaine de la production, d'engager le personnel administratif et technique. Les organisations syndicales « *ne devront en aucun cas s'ingérer dans le travail de la direction...* »

« *...Les cellules communistes devront user de toute leur influence pour affirmer le principe de l'unité de la direction et de l'autorité du directeur.* »

Elles ne sont plus, ainsi, comme les syndicats, des organes de contrôle ou de gestion ouvrière, mais des auxiliaires de l'administration. Celle-ci dispose donc en fait de tous les rouages politiques, et de la direction de l'économie. Les travailleurs ont pour seul droit de suer de la plus-value, dont le taux est à peine moindre que celui des économies non totalement étatisées.

Il y a donc exploitation de l'homme par l'homme.

Un Etat à économie étatisée, mais dont les travailleurs n'ont ni la gestion, ni le contrôle directs, n'est qu'un Etat capitaliste un peu plus perfectionné que les autres. En effet, l'appropriation se fait par l'Etat et semble s'effectuer dans l'intérêt de tous, alors que la minorité qui s'est « approprié » l'Etat, sans être gênée par une concurrence nationale, dispose dans son propre intérêt du travail de toute la nation. Ceci pourrait presque paraître comme une simple querelle faite à ceux qui ont une conception différente de la structure économique et politique de l'Etat russe, s'il n'y avait, outre la souffrance de millions d'hommes réduits à l'esclavage dans les camps sibériens, la réalité d'un militarisme, tout aussi prêt que celui des U.S.A. à semer la mort dans le camp adverse ; c'est-à-dire prêt à la destruction physique de millions de travailleurs. Le seul fait que la Russie parle le même langage que les « Occidentaux » et envisage les mêmes moyens de défense qu'eux prouve qu'elle redoute tout comme eux et pour les mêmes raisons de faire appel aux travailleurs.

Mais pour cette tentative de démystification, nous voulons aussi montrer notre choix d'une autre conception de la société contemporaine. Nous l'appellerons conception prolétarienne ou révolutionnaire, sans perdre de vue ce qu'il peut y avoir d'équivoque dans ces mots qui ont été tellement galvaudés. Cette conception, il faut le dire, n'est pas celle de la majorité des travailleurs, bien au contraire. De bonnes explications pourraient être données sans doute de cet état de choses, mais cela ne changerait en rien la situation que nous avons décrite. Ce qu'il faut, c'est que les travailleurs cessent de se laisser mystifier et fassent leur une conception prolétarienne et révolutionnaire du monde où nous vivons. Ils pourront ainsi juger et interpréter la réalité non d'après ce que leur en disent leurs exploiteurs et leurs porte-parole, mais d'après ce qu'ils peuvent voir et comprendre eux-mêmes ; non pas individuellement en isolés, mais collectivement... Il est encore vrai que les possibilités légales ne sont pas les mêmes à l'Est et à l'Ouest pour des actions et des initiatives indépendantes des travailleurs. Il n'en reste pas moins qu'elles n'ont de raison d'être qu'en tant que moyens de préparer la transformation de la société, c'est-à-dire l'abolition du capitalisme et du salariat, aussi bien sous leur forme de capitalisme et de salariat privé, que sous celle de capitalisme d'Etat et de salariat d'Etat. Ceci implique que l'on a pour but de construire une société qui sera l'expression de la gestion directe par *tous* les travailleurs, de *tous* les moyens de production et de distribution ; en un mot, de *tous* les rouages de cette société. Société qui devra être décentralisée au maximum pour empêcher la formation d'un appareil d'Etat, ayant tendance, au lieu de « dépérir » à devenir omnipotent...

Telle est la conception révolutionnaire du monde actuel. Elle implique une démystification totale des esprits des travailleurs, qui, n'ayons pas peur de le répéter, doivent comprendre que la véritable division ne passe pas entre un monde capitaliste et un monde socialiste ; mais entre les exploiteurs et les exploités d'un monde unique où le capital règne partout en maître sous un double masque : celui du capital « libéral » et celui du capital totalitaire.

LUCIEN P.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Fiasco de l'année sociale

Le bilan de l'année sociale imposerait une déclaration de faillite, s'il y avait quelque moyen de déclarer en faillite le pouvoir plébiscitaire. Le seul élément de l'actif social de l'année 1961 est l'extension du régime des retraites complémentaires dans l'industrie. Ce n'est pas négligeable, mais le gouvernement n'y est pour rien. Il met de plus en plus le nez, et la main, dans l'énorme machine de la Sécurité Sociale. Les travailleurs qui n'avaient déjà guère de contrôle sur elle, en ont moins encore si possible. Les administrateurs, élus il y a longtemps, ont des pouvoirs illégalement prorogés et, par ordonnance et en pratique, ces pouvoirs sont réduits à peu de chose. Des technocrates parfaitement irresponsables mènent le jeu, là comme ailleurs. Tout ce qui les gêne, ils le décrètent contraire à l'intérêt général.

C'est merveille de les voir s'évertuer à convaincre le peuple que les salaires augmentent trop et trop vite. Ces satanés ouvriers revendicateurs détruisent les belles lignes de leur plan. Celui-ci leur promet pourtant, en quatre ans, 24 % d'augmentation du revenu national. C'est ainsi qu'on appelle le gâteau. Souffrez qu'on discute le partage. Souffrez aussi qu'on discute la composition réelle de ce revenu national et s'il n'y a pas, dans ce gâteau, des parties immangeables. Supposez — c'est une simple supposition qui ne repose sur rien — qu'il y ait grande fabrication de sabres de bois. La valeur de ces sabres de bois entrera dans le produit national, donc dans le revenu national. Il y aura eu, à cette occasion, distribution de salaires. Mais il y a peu de chance que ces « revenus des ménages » servent à acheter des sabres de bois (qui, pitié de Dieu ! achèterait aujourd'hui des sabres de bois ?). Alors, ces salaires viendront augmenter la demande de marchandises plus comestibles ou, en tout cas, jugées plus utiles que les sabres de bois. Et nos technocrates se mettront à crier à l'inflation !

Si vous jugez ce raisonnement absurde, c'est que vous ne regardez pas bien derrière le filigrane du plan. Les investissements sont inflationnistes. Surtout certains investissements. La sélection et le contrôle des investissements sont indispensables, et les exécutants doivent y mettre le nez. Les choses étant ce qu'elles sont, je ne vois guère d'autre moyen que l'intervention des syndicats, c'est-à-dire de leurs représentants. Personnellement, je crois leur présence utile dans ces Conseils — supérieurs ou non. A une double condition : premièrement, qu'il y ait derrière eux, une véritable démocratie syndicale ; deuxièmement, que la force ouvrière se manifeste, avec ses armes et ses moyens propres. Vous me direz que ce sont deux conditions non réalisées. Il ne faut pas attendre que le ciel les réalise.

Il ne faut pas attendre quatre ans.. Dans quatre ans, nous verrons ce que nous verrons. M. Khrouchtchev, lui, demande vingt ans pour nous faire voir l'abondance communiste et le fameux « à chacun selon ses besoins ». En vingt ans, il y a temps pour bien des tournants et place pour pas mal de saboteurs. Puisque M. Khrouchtchev aime bien les dictons, opposons-lui celui du fabuliste : « D'ici là, le meunier, l'âne ou moi, nous mourrons ! » Vous remarquerez que les problèmes ne diffèrent pas fondamentalement dans les deux parties du monde « coexistantes » : augmentation globale du produit national, augmentation du revenu par tête de pipe, répartition réelle du revenu national. Et si vous aimez rêver tranquillement sans être dérangés, vous pouvez toujours croire que les questions de la sélection des investissements et de leur contrôle par les exécutants ne se posent pas en U.R.S.S. ! Mais revenons du côté du « pouvoir des monopoles ».

***

Bien entendu, il n'est pas vrai que les salaires soient inflationnistes. Prenons les indices pour ce qu'ils valent. Mais enfin, que nous disent-ils ? L'indice des prix de détail des 250 articles traduit, en octobre 1961, une augmentation de 3 % par rapport à juin. Même résultat pour l'indice des 179 articles qui sert de base de référence au S.M.I.G. Ces indices sont mal construits pour indiquer l'augmentation réelle du coût de la vie. Mais acceptons-les provisoirement. Pendant la même période, l'indice du taux des salaires horaires ne révèle qu'une augmentation de 1,6 %. (Ces données sont reprises des informations de « L'Ecole Libératrice », organe hebdomadaire du Syndicat National des Instituteurs).

***

Le Conseil Economique a tenu son débat traditionnel de fin d'année sur la situation française et ses perspectives. Vous allez voir que les deux rapporteurs, MM. Dumontier et Malterre, ont dit exactement le contraire de ce que prétendent M. Debré et, avec lui, les éminents économistes qui dénoncent les salaires comme responsables de l'inflation. Ces deux rapporteurs sont pourtant des gens bien : l'un est directeur de la conjoncture à l'Institut de Statistique et des Etudes Economiques, l'autre est à la Confédération Générale des Cadres où il veille jalousement au « respect de la hiérarchie ». Eh bien ! ils constatent que « le pouvoir d'achat — en amélioration durant le premier semestre — s'est stabilisé du fait de la hausse des prix ; il a même diminué pour les chefs de famille et les salariés rémunérés au S.M.I.G. Il ne faut donc guère s'attendre à une relance de l'activité grâce à la demande des particuliers ». Allez donc vous y retrouver entre ceux-là qui voient les salaires monter trop vite et exercer une « pression inflationniste », et ceux-ci qui affirment que la « stabilisation du pouvoir d'achat » — selon leur innocente expression — ne peut assurer la « relance » de l'économie ! Et si l'année 1961 n'a pas été l'année sociale annoncée à son de trompe, les perspectives de l'année 1962 ne sont pas tellement roses. Les deux rapporteurs du Conseil Economique concluent carrément : « La période d'expansion dans la stabilité des prix est close ».

La période d'euphorie gaulliste pourrait aussi toucher à sa fin. Les équipes de remplacement, pourries des meilleures intentions et armées des plus beaux programmes, prennent déjà leur ordre de marche. Ne serait-ce pas beau si ce pouvoir, dont le chef affectait de mépriser l'intendance, se voyait battu par l'intendance ! Ce ne serait pas la première fois qu'un général aventureux connaîtrait la défaite parce que l'intendance n'a pas suivi et parce que la soupe n'a pas été distribuée... ou, ce qui est sans doute plus grave, parce qu'elle a été mal distribuée.

Decazeville

Pour qu'il ne manque rien à cette « année sociale », il fallait qu'elle prenne fin sur l'incident de Decazeville. Pour protester contre la fermeture

des puits et leur propre « reconversion », les mineurs aveyronnais ont passé au fond de la mine leurs fêtes de fin d'année. Bien entendu, ils ne manquent pas de défenseurs. Certains sont de bon aloi. D'autres le sont moins qui te les « reconvertiraient » avec moins de précautions si, d'aventure, ils tenaient le manche. Mais Decazeville est un exemple des effets humains d'une planification technocratique. Faut-il donc aller contre le progrès ? C'est alors que M. Raymond Aron arme sa plume talentueuse. Il est à la fois le défenseur du progrès et celui du mineur, il est « compréhensif avec l'ouvrier ». Dans « Le Figaro » du 29 décembre, il écrit un bel article intitulé « l'enracinement ». Vous voyez sans doute déjà le thème. « *Un certain plafond de production houillère étant fixé, il était inévitable et rationnel de faire porter l'effort sur les gisements les plus riches et d'abandonner les puits anciens où le travail des hommes, en dépit de la technique moderne, ne parvient pas à triompher de l'avarice de la nature... Quel que soit le régime économique, il est inévitable que des décisions de cet ordre soient prises en haut... Le devoir des entrepreneurs, privés ou publics, peu importe, est d'agir selon les enseignements du calcul économique...* »

Voilà ce qu'écrit Raymond Aron et tout cela est vrai. Nous n'approuvons pas ceux qui s'opposent au progrès technique, ceux qui, hier, « brisaient les machines ». Mais les technocrates si prompts à préconiser « l'adaptation », la « mobilité », la « reconversion » pour les autres, en premier lieu pour les travailleurs des secteurs primaires et secondaires, ne sont pas les moins attachés à défendre pour leur compte les « situations acquises », les hiérarchies sacro-saintes, même quand elles freinent le progrès, comme c'est souvent le cas. Il y en a qui sont dans « le secteur tertiaire » comme des rats dans le fromage ; de cette position confortable, ils « organisent » la production des autres.

Dans le cas qui nous occupe, les autres, ce sont les mineurs de Decazeville. Les technocrates, le ministre de l'Industrie, et M. Raymond Aron nous assurent que les problèmes humains ont été justement considérés. Ils nous disent que les ouvriers reconvertis retrouveront, au moins pendant deux ans, dans leur nouvel emploi, 90 % de leur salaire actuel. Il faudrait peut-être dire quel est donc ce salaire actuel, et le salaire moyen qui les attend dans les industries régionales. Tout est là, probablement. Quand la portion est petite, on la défend plus farouchement, surtout quand on craint à juste titre que, dans la nouvelle assiette, la part soit encore plus mesurée.

Voici donc quelques données sur ce point. Je les trouve dans « Le Monde » du 30 décembre, et elles se passent de commentaires. « Un ouvrier du fond gagne actuellement en moyenne 25 NF par jour. Il travaille environ, compte tenu du sous-emploi actuel, vingt-deux jours par mois. Son salaire brut oscille donc autour de 550 NF par mois ». Qu'en pense M. Raymond Aron ? Et, dans le meilleur des cas, quel est le salaire horaire que ces ouvriers peuvent espérer trouver dans la région ? Il est au plus de 2 NF (je dis : 200 francs). Sans parler du régime de sécurité dans le logement, le chauffage, les soins, la retraite qu'il faut laisser derrière soi, le drame est là, et non ailleurs. C'est celui des bas salaires. Que nous parlez-vous de progrès technique quand le salaire de la majorité des ouvriers en est là !

Un message venu des espaces infinis

Ces lignes étaient écrites le 29 décembre, quand une voix trébuchante se fit entendre sur les ondes. Elle venait d'un autre monde. Tous ces problèmes actuels que nous venons d'évoquer lui étaient inconnus. C'était d'un autre temps et d'un autre espace que les nôtres. Quand on avait fini d'écouter ces étranges propos, on était comme envahi d'une sorte de stupeur morne.

Deux points, deux points seulement, peuvent retenir peut-être un instant l'attention dans ces paroles du César vieillissant. Le premier concerne le Plan et la collaboration des organisations ouvrières. Là, César reprend pied dans notre monde. A l'importance qu'il attache à ce point, doit correspondre celle que nous lui attachons nous aussi, d'un autre point de vue. Dans quatre ans, dit-il, le Plan aura « porté le peuple à un niveau d'existence jamais atteint ».. Vous remarquerez d'abord comment la technique du gouvernement des hommes est la même, à Paris et à Moscou : faire briller un avenir heureux, pour détourner l'attention des réalités d'aujourd'hui. Mais, quand César a fait la comptabilité des jours de grève « avant » et « après » — comme dans les placards de publicité — il ajoute : « La grève paraît inutile, voire anachronique, parce que... les travailleurs eux-mêmes et leurs organisations prennent une part grandissante à la responsabilité des études, des débats, des plans qui règlent, pour l'ensemble et pour chaque branche, l'activité productrice de la nation. » Je ne sais trop ce qu'en pensent « les travailleurs eux-mêmes ». Mais vous voyez que César intervient ainsi dans le débat qui a eu lieu au dernier congrès confédéral de « Force Ouvrière » !

Le deuxième point concerne l'Algérie. Vous n'avez pas oublié qu'il y a un an, César avait annoncé que l'année 1961 serait la dernière de la guerre d'Algérie. Cet oracle a fait la preuve de sa valeur. Ce qu'il annonce maintenant, c'est ce que nous résumions dernièrement dans cette formule ramassée : « De Gaulle fout le camp ! ». Deux nouvelles divisions et plusieurs formations aériennes vont « commencer le mouvement qui les ramènera d'Algérie dans la métropole ». Reprenez le numéro de décembre de la « R.P. » et vous aurez, sous la plume de Robert Louzon, la description exacte du « processus » !

Le 19 décembre et l'action ouvrière contre le fascisme

Nous étions, le 19 décembre, place de la Bastille. Oh ! nous ne claironnons pas. Nous y étions par une certaine conception que nous avons de la « politique de la présence ». Ce n'est pas que l'organisation de cette manifestation nous donnait satisfaction. Nous avons bien des réserves à faire qui ressortent de tout ce que nous écrivons ici. Je crois néanmoins que ceux d'entre nous qui ont réussi à se grouper le 19 décembre partagent mon opinion : après cette première expérience, nous voyons mieux les possibilités qu'il y a de garder une certaine initiative, de ne pas se laisser traîner derrière des mots d'ordre que nous n'approuvons pas.

Cette manifestation a eu des suites et elle a provoqué des remous. Nous devons en tirer quelques leçons immédiates et quelques enseignements à plus long terme. Première question : la manifestation a-t-elle été un succès ou un échec ? Ce n'est pas un optimisme de commande que nous voulons, ni les communiqués d'auto-satisfaction de « L'Humanité ». Mais dans une manifestation comme celle-ci, qui n'est pas un défilé autorisé, toute appréciation est subjective : elle dépend de la place de chacun autour des lieux de rassemblement, des faits dont il a été personnellement le témoin, des circonstances où il s'est trouvé. Certains camarades qui ont été isolés, qui n'ont pu se joindre à un rassemblement compact, nous ont donné une opinion pessimiste et découragée. D'autres ont eu une tout autre vision des choses. Jean Cau, dans « L'Express », a tiré de cette ex-

périence un article au ton amer, désabusé et critique. Il s'est joliment fait ramasser par « L'Huma » sous le titre « Anar Cau ». Comme par hasard, le lendemain, « Libération » le prenait à son tour à partie et entendait lui démontrer ce qu'il en coûte de mettre en doute, et la capacité d'organisation des chefs patentés, et l'ardeur des masses qui — à ce qu'il paraît — les suivent. Comme il aurait manqué une voix à ce concert, les deux pages du « Populaire » expirant ont trouvé la place de reprocher à Jean Cau son article « démobilisateur » (sic). Il faut bien rire un peu.

Je crois qu'on peut, sans forcer la note, évaluer à cinquante mille le nombre des manifestants qui se sont trouvés, soit place de la Bastille, soit rue Saint-Antoine (champ des exploits des sombres bataillons), soit plus encore dans toutes les rues avoisinantes où ils tentaient de rejoindre et où, en plusieurs endroits, ils ont réussi à se former en cortèges. On ne peut pas parler d'échec. On ne peut crier victoire, non plus. Chaque militant, chaque manifestant doit s'interroger honnêtement sur l'organisation d'une manifestation comme celle-ci. Nous allons encore encourir l'anathème de l'anti-communisme — que nous supportons d'ailleurs très allègrement — mais posons la question : l'intervention ouverte du parti communiste est-elle aussi efficace qu'on veut bien le prétendre ? Que personne ne crie, mais que tout le monde observe et sache conclure.

Je n'ai pas les moyens de juger de l'ampleur de la journée du 19 décembre en province. J'ai l'impression toutefois que les manifestations, si importantes qu'elles aient été, n'ont pas eu la puissance que les organisateurs en attendaient. Si je me trompe, il y aura bien quelque camarade pour me le dire sans ménagement.

En tout cas, le front populaire fait son bonhomme de chemin. Et « l'union des gauches », notion aussi inconsistante que possible, que je défie bien qui que ce soit de définir dans ses limites, comme dans son contenu — sans parler de son programme ! Tout le monde pousse à la roue : le parti communiste bien sûr (et vous allez le voir devenir civil et honnête), mais la Ligue des Droits de l'Homme aussi, et « Le Canard Enchaîné ». La dernière et lamentable harangue de César ne peut que renforcer ce courant. Il y en a qui résistent encore, mais certains d'entre eux n'ont plus qu'un argument : les communistes ne sont pas gentils avec nous, ils ne reconnaissent pas nos mérites ; au moins, qu'ils soient polis !

Ceux-ci auront bientôt tout apaisement. Et en avant, pour l'efficacité ! C'est là toute la question, et ce que nous nous permettons modestement de mettre en doute. Que les jeunes et les moins jeunes se massent derrière leurs illusions, et que l'expérience les instruise aussi vite que possible (il n'y a, en effet, pas de temps à perdre). Mais en tant que syndiqués à jour de nos cotisations, et au nom précisément de l'efficacité de la lutte ouvrière antifasciste, nous avons le droit et le devoir de demander aux syndicats non inféodés à des partis, de ne pas s'enfariner dans ce bloc, de ne pas donner la caution syndicale à une éventuelle équipe de remplacement.

***

Pour cette journée du 19 décembre, la Fédération de l'Education Nationale a eu une attitude assez ambiguë : elle a pris part à l'arrêt de travail symbolique du matin, mais non à la manifestation du soir. Elle doit savoir pourquoi. Mais elle ne l'a pas dit clairement. Les discussions internes et les réponses des bureaux nous fourniront sans doute des explications. « Force Ouvrière » a justifié son refus : la démocratie ne se défend qu'avec les démocrates. Nous pourrions dire : la liberté (ou mieux : les libertés, chacune nommément désignée) doivent être défendues par tous les hommes libres, et ce sont les syndicats « libres » (ils se désignent eux-mêmes ainsi) qui doivent appeler à leur défense.

Pour en revenir à « Force Ouvrière », sa position officielle n'a pas été celle de toutes ses unions départementales, et même de toutes ses fédérations. Le bureau confédéral a envoyé des lettres de remontrances. Notre camarade Labi, secrétaire général de la Fédération des Produits chimiques, s'est rebiffé. La presse « de gauche » a fait grand bruit autour de sa réponse. Elle a eu les honneurs de « L'Humanité ». Labi est un assez grand garçon et un syndicaliste assez averti pour donner tout leur prix à ces louanges. Il saura se « désengager » et définir une juste position ouvrière.

« Force Ouvrière » n'a sans doute pas tort — *en tant que confédération* — de se refuser à entrer dans un bloc politique avec le parti communiste (nous ajoutons : avec qui que ce soit). Tous les hommes libres auront peut-être à la remercier de cette attitude. Mais un refus, une négation ne suffisent pas. Il faut aussi prendre résolument la tête de l'action antifasciste, contre l'O.A.S. nommément. Il ne faut laisser à personne d'autre qu'à soi-même le soin de défendre les libertés. Et il faut que cette volonté se manifeste sans équivoque. Si « Force Ouvrière » — *en tant que confédération* — rassemblait les syndicats et les hommes libres pour une action pratique contre les menaces fascistes, personne ne penserait à lui reprocher son refus d'entrer dans une alliance contre nature. Mais c'est ce que ne fait pas « Force Ouvrière », *en tant que confédération*. Elle recule devant l'action « pour ne pas faire le jeu des communistes ». Ainsi, elle fait leur jeu. Elle leur laisse une place qui lui revenait et qu'elle devait prendre. Elle aussi, elle ouvre la voie à un néo-front populaire, à une coalition sans principes à laquelle elle ne pourra pas même opposer ce programme « unitaire » — au vrai sens du mot — sur lequel aujourd'hui elle devrait appeler à l'action.

Jean-Paul Sartre ou : juste le contraire de ce qu'il faut penser

Pour mettre en valeur une opinion, rien de mieux que de la confronter avec l'opinion contraire. Je ne résiste donc pas à l'envie de reproduire ici la déclaration que Jean-Paul Sartre, maître philosophe français — le type du grand intellectuel de bonne volonté — a faite au journal socialiste italien « Avanti », déclaration que « L'Humanité » a évidemment publiée :

« *Je ne suis pas communiste, mais je me sens avec les communistes de façon organique. Pour nous il n'existe actuellement qu'un seul problème : celui d'un front unique contre le fascisme et contre de Gaulle, celui de l'unité des forces en lutte pour la paix en Algérie. Je m'intéresse en premier lieu à l'unité d'action et à l'efficacité politique. Mais il ne peut être question d'une telle efficacité si l'on ignore le parti communiste français représentant une grande force sans laquelle l'union de la gauche est vouée à la paralysie.* »

Avouez que cette déclaration vient comme l'épreuve négative des lignes que nous venons d'écrire. Elle est aussi un bel exemple de « l'art de penser faux » chez un maître à penser. On croirait un pastiche de Jean-Paul Sartre écrit dans une intention satirique. Suivez donc, si vous voulez, la voie ainsi tracée par Sartre, mais n'attendez pas trop longtemps pour vous rendre compte de son inefficacité réelle (dans le cas où les leçons de l'histoire depuis une trentaine d'années ne vous suffiraient pas). N'attendez pas trop longtemps, car le temps manque, pour vous rendre compte que cette « union des gauches » est en effet paralysante pour l'action ouvrière antifasciste !

Un dernier mot : voilà un homme qui n'est pas communiste mais qui est « organiquement » avec les communistes. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Tout militant qui se sentirait dans ce cas et qui aurait, en outre, le sens le plus élémentaire de sa responsabilité, serait communiste, sans restriction. Mais il n'appartient qu'à Jean-Paul Sartre d'être « organiquement » avec les communistes et, cependant, de ne l'être pas !

La C.F.T.C. nous parle

Notre démarche est dirigée dans une voie à laquelle nous tenons : informer honnêtement sur tous les aspects et les tendances du mouvement ouvrier ; permettre et organiser des discussions loyales, sans préjugés et sans frontières.

A la fin de février 1961, nous avions reçu des camarades dirigeants des syndicats belges, à la suite de la grève générale qui avait soulevé la Belgique et suscité toute l'attention et la solidarité des travailleurs de tous les pays. Notre réunion avait été un succès, en dépit des quelques réserves qu'on a pu faire sur l'organisation du débat. Je crois bien qu'aucune autre réunion sur cet important sujet ne s'est tenue à Paris, dans des conditions comparables.

Le 3 février prochain, ce sont deux des militants les plus qualifiés de la C.F.T.C. qui viendront nous parler dans une conférence à laquelle nous convions tous les syndicalistes, tous ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier de notre temps. C'est à la suite de conversations très cordiales qu'ils ont accepté notre invitation. La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens joue un rôle assez grand en France, son intervention dans le combat social est assez décisive, son évolution assez intéressante, pour que, tous, nous ayons besoin d'entendre, sans intermédiaire, une opinion syndicaliste qui nous sera donnée, en leur nom personnel, par deux dirigeants de la C.F.T.C.

Nos invités du 3 février seront accueillis comme des camarades avec lesquels — si nous conservons certains désaccords fondamentaux — nous nous sentons très souvent, et pratiquement, dans une communion de pensée et d'action. C'est aussi pour qu'ils entendent nos questions, nos objections et nos réserves que, avec leur complet accord, nous les avons invités. Personne n'oubliera, le 3 février, qu'ils sont nos invités. Personne non plus ne retiendra les questions qu'il estime devoir poser, Nos camarades ne se déroberont pas à la réponse.

J'ajoute que ce débat n'en est qu'un parmi ceux que nous voudrions pouvoir organiser avec toutes les tendances du mouvement ouvrier actuel. Notamment, la question : « Conseils ouvriers et Syndicats » nous paraît être un des sujets sur lesquels l'information pourrait être apportée par ceux qui ont une position originale sur ce problème. Etant entendu que cette information serait, elle aussi, soumise au feu de la discussion, de notre point de vue de syndicalistes.

R. GUILLORE.

NOTRE TRACT « CHOISIR : STALINE-KHROUCHTCHEV OU LE MOUVEMENT OUVRIER »

Notre tract (éditorial de la « R.P. » de novembre) a été tiré à 20.000 exemplaires. Un peu plus de la moitié a été livrée aux camarades et aux organisations qui l'avaient commandé. Une autre partie a été envoyée à des abonnés actifs ou à des Unions départementales qui n'avaient rien commandé mais à qui nous avons estimé pouvoir en envoyer. Il en reste à notre siège 4.000 environ. Le texte n'ayant rien perdu de son actualité, nous tenons ces tracts à la disposition de ceux qui en auraient besoin.

Chaque tract revient à 0,03 NF. Les camarades qui peuvent participer à cette dépense sont instamment priés de le faire rapidement au compte de *Robert Marchetti*, 103, *rue Orfila, Paris*-20e. *C.C.P.* 7473.08. *Paris.*

JE CROIS... PARCE QUE C'EST ABSURDE...

« Je crois profondément au caractère éternel de la défense nationale, car je crois profondément qu'on est une nation ou qu'on n'est plus rien. »

(*Déclaration de Michel Debré au Sénat, le* 12 *décembre* 1961.)

Pitié de Dieu !...

L'UNION DES SYNDICALISTES, LA REVOLUTION PROLETARIENNE,

vous invitent à la

REUNION D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

sur

LE PROGRAMME ET L'ORIENTATION DE LA C.F.T.C.

(Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

le samedi 3 février 1962, à 15 h. 30

Annexe Bonvallet de la Bourse du Travail, 29, boulevard du Temple, Paris-3e

Petite salle des congrès

Les orateurs seront

Eugène DESCAMPS
Secrétaire général de la C.F.T.C.

Marcel GONIN
membre du Bureau Confédéral de la C.F.T.C.

La position actuelle de la C.F.T.C. et son évolution intéressent tous les syndicalistes, tous les militants, quelle que soit leur position personnelle, tous les travailleurs, tous les hommes libres.

Nous remercions les camarades dirigeants de la C.F.T.C. qui ont bien voulu nous en informer eux-mêmes. Nous invitons tous nos lecteurs à venir les écouter et à faire autour d'eux la propagande nécessaire pour que cette réunion d'information obtienne un plein succès.

La discussion qui suivra les exposés des orateurs, les questions qui leur serot posées, tout cela se fera sur le ton de la camaraderie.

ENCORE QUELQUES PROPOS SUR LE CONGRÈS C.G.T.-F.O.

A la demande de l'ami Guilloré, je viens donner avec un grand retard, dont je m'excuse auprès des lecteurs de la RP., mes impressions sur le dernier congrès de la C.G.T.-F.O. Du fait de ce retard, elles n'auront sans doute plus grande saveur. Toutefois, ces quelques lignes étant écrites après beaucoup d'autres, pourront prétendre rétablir quelque objectivité entre ceux qui ont dit que rien ne s'était passé à ces assises et ceux qui ont prétendu qu'une révolution s'y était accomplie!

En effet, les plus emballés ont fait état d'une minorité de 30 % capable de bousculer bien des choses en peu de temps, alors que le camarade Bothereau voulut pour rétablir l'équilibre à l'inverse démontrer trop calmement dans son éditorial de « Force Ouvrière » du 29-11-61 que presque rien ne s'était passé en écrivant :

« ...Qu'on veuille imaginer une assemblée de douze cents militants, discutant quatre jours durant de tout ce qui fait la vie d'une organisation et son programme et où on ne serait en définitive guère en désaccord que sur l'opportunité d'une présence à un Conseil — fût-il supérieur — qu'on me cite une telle organisation autre que F.O. et je tirerai mon chapeau à cette organisation... »

Aussi, pour conclure cette petite revue de presse, je renverrai tout simplement les amis de la « R.P. » à la lecture de quelques organes de Fédérations F.O. qui ont donné d'excellents papiers, reflétant justement le cours des débats, les idées maîtresses, les interventions et les courants d'opinion qui se manifestent.

Je citerai en particulier les articles parus dans « Le Syndicaliste » des produits chimiques, dans la « Métallurgie Syndicaliste » et dans « Les Travailleurs de l'Alimentation » où l'on pourra lire sous la plume du camarade Charlot :

« ... Disons tout de suite que ce septième Congrès de la C.G.T.-F.O. a vu se dérouler des débats animés, tant en séances plénières qu'en séances de commissions, mais sans que pour autant le ton des intervenants soit en discordance avec l'esprit de tolérance qui doit présider aux assises d'une organisation libre comme la nôtre, se réclamant de la liberté d'expression dans le respect des idées de chacun...

« ... Il nous reste cependant à souligner ce qui différencia ce Congrès des précédents : le nombre très important d'interventions animées d'un esprit « non conformiste », les orateurs exprimant clairement ce qui à leur avis était satisfaisant dans l'action menée par notre Confédération, mais aussi ce qui l'était beaucoup moins.

« A cet égard, de nombreux militants, des jeunes mais aussi des moins jeunes, se sont élevés contre ce qu'ils ont appelé le manque de dynamisme apparent confédéral ; ils ont critiqué aussi l'attitude par trop prudente de la Confédération vis-à-vis du gouvernement, ce qui peut apparaitre aux yeux des travailleurs comme une compromission... »

Le camarade Charlot reflète assez parfaitement, ainsi, le climat du Congrès qui se résume en quelques mots : tolérance, démocratie, respect et estime d'hommes qui sont à « la barre », mais vif reproche de timidité et de manque de standing.

***

Malgré les fautes un peu grosses des Confédéraux intervenant dans le débat, présentant même leur résolution par dessus celles de la commission qualifiée, il n'est pas douteux que le Bureau Confédéral a eu le souci de laisser se faire tout le jeu démocratique, notamment dans les commissions. On nous l'a dit, et nous le croyons, les « missi dominici » et super-orthodoxes bien connus qui se propulsèrent dans ces commissions au moment de l'élaboration des textes pour donner le bon coup de barre, ont agi de leur propre initiative, faisant preuve d'excès de zèle avec une insigne maladresse. Cela fut une démonstration, s'il était besoin qu'elle soit faite, que le soutien inconditionnel, trop zélé et aveugle, des positions confédérales use, et qu'ensuite, nous ne sommes plus en 1948 ou en 1953. Les hommes, les événements, les problèmes ont marché. Ce ne sont pas ceux qui sont restés étroitement figés sur une position depuis quatorze ans qui nous séparent de la scission syndicale, qui peuvent aujourd'hui prétendre jouer encore quelque rôle. Leur déphasage est tel que l'on a bien vu leurs interventions ne plus peser lourd, pas davantage en séance plénière qu'en commission. Au contraire, l'oreille du Congrès était pour les jeunes, les moins jeunes et aussi bien des anciens qui sont toujours restés dans le mouvement, actifs et réalistes.

***

Nous pensons bien que le Bureau Confédéral et le secrétaire général lui-même, quoiqu'il en écrive, ont aussi été attentifs à ces interventions. L'essentiel reste qu'ils en tiennent compte. L'opposition manifestée ne fut pas de « l'ôte-toi d'ici que je m'y mette ». Elle a visé essentiellement une politique, un comportement confédéral trop coutumier.

Si elle n'a pas visé l'équipe confédérale en place, c'est parce qu'elle a pensé tout au moins qu'une bonne partie de ses militants sont capables de faire une politique plus hardie.

Et il faudra qu'elle se fasse en regard des problèmes économiques, politiques et sociaux de l'heure, en face de la montée de cette jeunesse ouvrière nouvelle dont les éléments actifs et engagés sont, à l'instar de la jeunesse estudiantine, peu perméables au communisme totalitaire, mais très progressistes dans le sens valable du terme et, en même temps très pragmatiques.

Attention ! que les vieux, comme les moins vieux syndicalistes d'aujourd'hui, sans suivre partout cette jeunesse, fassent l'effort d'analyse et de compréhension qui s'impose en 1962 vis-à-vis d'un jeune dessinateur, d'un électronicien ou d'un instituteur de 20 ans.

Qu'ils ne fassent pas comme ces anciens combattants de la guerre de 1914-1918 qui crièrent au scandale parce qu'interviewés par des journalistes dans la rue le jour du 11 novembre 1961, plusieurs jeunes gens ne surent pas dire ce que signifiait cette date. Il en sera un peu de même pour une grande partie de la jeunesse ouvrière de demain lorsqu'on évoquera 1906, 1936 ou 1947-48.

***

L'unité d'action ? Faux problème, car c'est de l'action tout court qu'ont parlé de nombreux intervenants qui reprochèrent à la Confédération une préférence quasi continue pour les compromis évitant l'action, parce que précisément dans l'état de pluralisme syndical celle-ci ne peut que se faire commune.

De là à tomber dans le piège de Frachon ! Non ! L'unanimité existe largement chez nous pour dire qu'il y a unité d'action et unité d'action !

De là à tomber dans le piège de Frachon ! Non !

La politique de présence ? Elle n'a pas été sys-

tématiquement condamnée, mais elle a des limites, elle ne doit pas friser la compromission, elle doit s'appuyer sur l'action et la pression des syndiqués et aussi leur rapporter quelque chose.

***

En conclusion, il serait intéressant d'aborder le problème des structures de la C.G.T.-F.O.

C'est important, c'est capital pour que les courants de base si sains et si productifs qui s'expriment dans un congrès confédéral ne soient pas sans lendemains.

Entre deux Congrès, c'est le Comité Confédéral National qui dirige la Confédération. En l'état actuel de notre structure, à ce Comité Confédéral National, les Unions Départementales disposent d'une voix et les Fédérations d'une voix. Il y a un nombre beaucoup plus important d'U.D. que de Fédérations. C'est une première constatation. Ensuite, une Union Départementale comme le Nord a une voix, tout comme celles des Basses-Alpes, la Fédération des Métaux a une voix, tout comme celle de la Police.

Nous pourrons donc utilement en reparler.

Antoine LAVAL.

EXPLICATION D'UN SILENCE

R. Guilloré a donné pour la « R.P. » un compte rendu du congrès confédéral F.O. d'une utilité incontestable pour les militants ; ses commentaires pleins d'intérêt sont surtout fort honnêtes (1).

Mais n'a-t-il pas été jusqu'à signaler les muets, me mettant en fâcheuse posture ; aussi suis-je invité à dire ce « qu'il faut penser de mon silence ».

Admettons que les lecteurs de la « R.P. » puissent y trouver intérêt ; de toute façon, ce sont des militants qui peuvent entendre ce qui pouvait ne pas être opportun de dire dans ce congrès.

Guilloré voudra bien se souvenir que depuis de nombreuses années la Fédération des Travaux Publics et des Transports et plus particulièrement son secrétaire ont dû *faire face :* dénoncer l'intrusion patronale dans le milieu syndical, souligner les divergences fondamentales avec la politique de la C.I.S.L., tenter de remédier à l'organisation vétuste de la Confédération, accepter la discussion avec des syndicats soviétiques quand les portes se sont entr'ouvertes, mettre sur pied une association « Pour un Mouvement syndical uni et démocratique » nous ont fait un peu trop apparaître — bien à tort d'ailleurs — comme une fédération dont il pourrait être douté de sa fidélité à F.O. et à ses principes.

Comme s'il en existait une autre où les militants puissent être mieux à l'aise pour s'exprimer sans arrière-pensée.

Cette année, de sévères critiques n'auraient pas manqué ; ne pas les apporter au congrès a paru préférable.

Essentiellement pour des raisons d'efficacité ; en effet, critiques, observations, tentatives de changement sont actuellement frappées de stérilité au sein de notre confédération.

Pourquoi ?

Tout simplement parce que nous sommes incapables de trouver les hommes qui, formant équipe, pourraient proposer idées, méthodes, combativité, désir de renouveau et d'expansion; chacun d'entre nous veut bien critiquer le bureau confédéral — et ne s'en prive pas, — mais je ne connais pas de militants susceptibles d'accepter de « *monter un autre bureau confédéral* ».

Alors à quoi bon, puisque finalement ce seront toujours les mêmes *qui auront charge de la direction confédérale.*

Rien de commun avec ce qui fait le succès de la C.F.T.C. : *« Un groupe (Reconstruction) avec des idées, des hommes, des moyens, a décidé de conquérir le pouvoir confédéral.*

Structuré, ayant tactique et persévérance, il a pu avoir une influence certaine sur la politique de la C.F.T.C. ; il arrive à ses fins ; d'ailleurs pour le plus grand bénéfice du mouvement C.F.T.C. lequel bénéficie d'une influence dans l'opinion publique et sur les travailleurs nullement en rapport avec le nombre de ses adhérents. »

Sur la réforme des structures confédérales.

Car des critiques à la tribune n'auraient rien changé sinon à faire passer nos militants pour des démolisseurs et des « fossoyeurs » des Unions départementales.

Pourtant les vrais démolisseurs d'une maison sont ceux qui refusent les réparations, restaurations et adaptations.

Or les organismes dirigeants de la Confédération ont failli à la mission qui leur avait été confiée en mars 1959 *: celle « d'adapter les statuts aux réalités actuelles ».*

Certes la mise en accusation publique aurait pu être faite ; elle amenait à démontrer aux délégués leur inutilité : ils ne disposent même pas des prérogatives d'un Parlement dont on connait pourtant le peu de moyens.

Les délégués ont le pouvoir de « motionner », *mais pas celui de désigner ceux qui ont charge d'appliquer les motions !*

Tous les pouvoirs sont entre les mains des 125 « sénateurs » (2) ; le congrès peut dire et faire ce qu'il voudra : les 125 se désigneront une *commission exécutive bien à eux, un bureau confédéral bien à eux, toutes les commissions bien à eux;* le bureau nommant, *de surcroît, des « inspecteurs » régionaux bien à lui.*

Il est remarquable de constater que l'action de certains, fort discrète, reste pleine d'efficacité... pour leur réélection à vie; il y a là le résultat de l'activité d'un groupe dont le secrétaire général a toujours feint d'ignorer l'activité mais qui établit un barrage que fort heureusement Soffietto a pu franchir de justesse, mais qui reste toujours aussi solide contre Hébert.

Le rôle des 125 aurait été souligné et l'incompétence réglementaire du congrès réaffirmé si finalement la commission « ad hoc » n'avait pas décidé une procédure obligatoire pour « *adapter les statuts aux réalités actuelles* ».

C'est donc à plus tard que le rendez-vous est remis ; ainsi a-t-on pu se dispenser de rappeler — peut-être de bien faire constater — à des militants pleins de dynamisme que tous leurs efforts tombaient à plat.

Sur l'Algérie

Je ne sais ce que l'avenir nous réserve ; j'espère qu'il ne nous sera pas reproché d'avoir réussi à garder tous nos effectifs en Algérie, y compris nos camarades de souche musulmane.

Depuis 1935, j'ai personnellement assisté à une dégradation constante (3) ; même aux moments les plus difficiles, j'ai espéré que notre action syndicale n'était pas inutile.

Mais il a bien fallu se rendre compte.

— La C.I.S.L. a *choisi* — et dans quelles conditions — alors que son rôle était de *rapprocher.*

---

(1) Avec quelques oublis malheureux toutefois ; l'intervention de *Lubin* parlant au nom des fonctionnaires et de la majorité de la commission valait d'être soulignée.

(2) Secrétaires d'unions départementales et de fédérations.

(3) J'ai fait mes toutes premières constatations et réflexions avec l'ingénieur des ponts Bureau (Jean Leunois pour la « R.P. »), si tragiquement disparu et dont les anciens lecteurs conservent le souvenir.

— La C.I.S.L. s'est permis des jugements fort approximatifs, mais jamais ses militants d'alors n'ont employé tous les moyens pour se rendre compte sur place ; on s'est satisfait, très facilement, du refus du gouvernement français.

Nous avons eu l'audace d'imaginer un représentant de la C.I.S.L. se déplaçant hors de tous les sacrements officiels et de toutes les estampilles gouvernementales ; plus simplement d'une organisation internationale n'acceptant pas les décisions d'un gouvernement français (soit de la IVe, soit de la Ve) insistant, revenant à la charge, pour tenter de pénétrer sur un territoire où pourtant il y a des consuls étrangers (4)... et des journalistes de toute obédience.

Illusion que tout cela ; il faut laisser ce genre « d'aventures » aux poujadistes, activistes, et autres « révolutionnaires »... mais fascistes.

— Quant aux interventions efficaces pour que cessent les assassinats de syndicalistes algériens, les résultats ont été probants.

— Au congrès de mars 1959, j'avais adjuré le secrétaire général de la Confédération de se rendre en Algérie : ce n'est pas ma faute si les syndiqués — et les militants — attachent de l'importance au grade et à la fonction syndicale.

Quoi qu'il en soit, *pendant sept ans*, le secrétaire général de la Confédération n'a pas mis les pieds en Algérie.

Fallait-il lui reprocher fin 1961 ?

Non pas seulement parce que le geste n'avait pas été accompli, mais plus précisément tristement et rageusement pour les raisons d'une telle persévérance dans l'abstention.

Oui, je connais bien la réplique : *qu'aurait-il appris de plus ?*

Au moins autant que dans n'importe quelle commission ; ces commissions chargées de donner un avis au gouvernement, lequel n'en tient aucun compte, fait établir un texte par le truchement d'un membre de cabinet ministériel — *le seul compétent — c'est-à-dire celui que l'Elysée impose à chaque ministre.*

D'un manque d'autorité au sein de la C.I.S.L. — soyons justes, ce n'est pas facile — et au refus du contact en Algérie, le secrétaire général ne s'est guère distingué dans la sinistre comédie de Genève (5).

Tout le monde tenait à ignorer ce beau fait d'armes au congrès.

Pourquoi faudrait-il que ce soit toujours Lapeyre qui rappelle... ce qui n'a d'ailleurs maintenant plus aucun intérêt.

Le secrétaire de l'U.G.T.A. (6) qui a obtenu la signature de Bothereau — et de la Confédération — vient de compléter sa mission de Genève... à *Moscou... au congrès de la F.S.M. !*

A la vérité, le mouvement syndical français n'a plus qu'une seule possibilité : *celle d'empêcher que soit « algérianisée » la métropole.*

Que peut le syndicalisme alors que le F.L.N. lui-même (qui a radicalement supprimé bon nombre des meilleurs des Algériens, se trouvant de ce fait seul représentant) n'a pas encore négocié : si demain il négocie, rien ne prouve qu'il sera maître de *ses ultras ;* comme d'ailleurs l'Etat français est bien incapable de faire comprendre raison aux siens. Krim et Joxe peuvent « s'entendre » : pas plus l'un que l'autre ne paraissent capables de faire respecter leurs « accords ».

Le stade des discussions et motions est depuis longtemps dépassé ; à moins que le syndicalisme n'entre dans le *vrai jeu,* c'est-à-dire celui de la mitraillette, de la grenade ou du plastic ; en dehors de cela on n'aperçoit guère ce qui peut être fait pour l'Algérie.

Et je reste stupéfait de constater que des militants aussi avertis que Guilloré, Soffietto et Chausse attachent une importance si exagérée à une motion.

...Motion, au fait, dont on constate la valeur « radicale » seulement deux semaines plus tard.

Elle est considérée, *dans un sens,* comme l'expression de la volonté du congrès confédéral par un secrétaire de fédération, Maurice Labi : mais le secrétaire général confédéral — élu d'ailleurs par ce « sénateur » — se croit obligé de rappeler à l'ordre l'hérétique, *en fonction précisément des termes de la même motion !*

Il faut se faire une raison : les motions syndicales, quelle qu'en soit l'origine, n'ont eu en aucun cas le succès des idées ou des souhaits-prévisions de Louzon : *il n'y a aucune motion qui a réclamé le retrait de divisions :* c'est pourtant l'essentiel de la dernière décision élyséenne que Louzon « conseillait »... un mois auparavant :

« *En continuant et en accélérant le retrait des troupes françaises d'Algérie, amorcé déjà par le retour en France de deux divisions, le gouvernement français rendrait aux Européens d'Algérie le seul service qu'il peut encore leur rendre.* » (« R.P. », n° 467, page 15-255.)

Le seul espoir qui reste est celui d'une levée quasi unanime des travailleurs si par malheur les carences accumulées nous valaient un nouveau 22 avril : sans discours de « MonPremier » et en dehors des ratages du 19 décembre, il faut penser que ce peuple n'accepterait pas une réédition d'un coup à la Franco.

Et l'unité ?

Les militants qui travaillent « Pour un mouvement syndical uni et démocratique » ont à convaincre dans différents milieux et propager les principes élaborés par les organisations signataires du manifeste.

Les difficultés de notre tâche sont grandes ; la moindre n'est pas celle que présente l'activité des militants écrasés par l'importance et l'urgence des problèmes à résoudre.

Si l'on parle moins du M.S.U.D., celui-ci travaille toujours ; si les choses évoluent, il faudra compter avec lui et les principes qu'il a énoncés.

Ce n'est pas à F.O. que nous avons et que nous aurons le plus de mal ; mais ce n'est pas par des discours que les défenseurs de cette cause se découvriront.

Il faudrait noter par exemple qu'après une intervention qu'on avait bien voulu qualifier d'heureuse, le dernier congrès de la Fédération générale des fonctionnaires s'était félicité de la tentative du M.S.U.D. et l'encourageait.

Les réalisations pratiques n'ont guère suivi ni le bon discours, ni la motion pleine d'intérêt.

Il nous faut d'autres formules de pénétration.

Serions-nous d'autre part bien avancés, si dans un milieu pourtant fort réceptif, pour des raisons diverses mais fort faciles à comprendr *notre tentative était condamnée ?*

La vérité c'est que dans les syndicats C.G.T., il n'y a pas progression, que la C.F.T.C. avec son appareil aussi disciplinaire que celui de la C.G.T. reste imperméable à l'idée d'unité.

En fait chacun doit être bien persuadé que, malgré les belles déclarations de circonstances, les appareils des diverses confédérations, *et nombre de leurs modestes représentants,* ne désirent aucunement l'unité.

D'abord et surtout la C.G.T.

Le parti, qui dispose de la quasi totalité des leviers de commandes, na' besoin que de « *l'unité d'action* » ; ce qu'il lui faut c'est à tout moment disposer d'une masse de manœuvre ; peu lui importe une unité organique et l'intérêt qu'elle pourrait présenter pour les travailleurs français.

La C.F.T.C., pluraliste par définition, se satisfait pleinement de la situation actuelle pour autant qu'elle est très largement minoritaire.

---

(4) En bref, la C.I.S.L. s'est conduite comme les staliniens français qui ne se donnent même pas la peine de frapper aux portes pour obtenir des visas pour les soviétiques.

(5) L'U.G.T.A. a « reçu » toutes les organisations syndicales françaises (sauf la F.E.N.) et leur a fait signer le même communiqué afin de s'en servir sur le plan international ; c'est ainsi que Bothereau a signé le même texte que Frachon, Levard, l'U.N.E.F., etc.

(6) Personne n'a oublié que l'U.G.T.A. a été « *choisie* » par la C.I.S.L.

Par des attitudes de surenchères, une valse d'engagement et de désengagement, un groupe Reconstruction fort actif, une assurance de recrutement de militants dans les milieux catholiques de jeunes, un service de public-relation parfaitement bien monté, elle réalise le tour de force de tromper les plus avertis sur ses possibilités et dispose d'une influence et d'une audience nettement hors de proportion avec ses effectifs.

Certes elle n'échappera pas au drame que seront les tentatives de déchristianisation, jusqu'ici d'ailleurs beaucoup plus sujet de journalistes, que combats effectifs ; quoi qu'il en soit, c'est par une « unité extérieure » que la C.F.T.C. reviendra à sa juste place.

Quant à F.O. ?

La situation est bien connue.

Pour le sommet, toute unité est non seulement chimérique, mais dangereuse.

Plus particulièrement pour son secrétaire général qui a fait partie de l'ancienne équipe qui s'est fait « imposer » deux réunifications et une scission dans les plus mauvaises conditions.

Certes on y parle beaucoup d'unité d'action : ceux qui la font et voudraient que tous la fassent, ceux qui la font... par force, ceux qui ne la faisant pas... ne font rien, et ceux qui, baptisent « action » le fait de signer n'importe quel papier à plusieurs, s'évitent ainsi tout tracas et réalisent, de ce fait, une touchante « unité d'inaction ».

Je m'excuse de rappeler que dans notre Fédération qui doit compter un des plus grands nombres d'arrêts de travail, ce problème est réglé depuis quelque dix ans et ne mérite à notre avis pas de discussion ; *quand il s'agit d'argumenter, de plaider, d'intervenir, de convaincre, c'est le fait de notre seule organisation ; à partir du moment où il faut employer les moyens de pression et d'action directe, c'est à l'ensemble des travailleurs de faire front.*

Aussi nous paraissent vains et inutiles, aujourd'hui, les reproches du postier au cheminot, lequel les adressait, hier, à l'électricien.

Sur le plan de l'unité plus large, la Confédération a le complexe « enseignants » ; un seul désir : voir ceux-ci rejoindre la Confédération.

Comme si tous les appels pathétiques des secrétaires confédéraux — et toujours fort vigoureusement applaudis — pouvaient être entendus ; *ces mêmes secrétaires oubliant qu'ils ont pratiquement chassé ceux des enseignants qui étaient restés fidèles à* **F.O.**

Tout ceci montrant à l'évidence que l'unité n'est pas pour demain ; nous n'en avons jamais douté.

Mais faut-il rappeler ce qu'au M.S.U.D. nous avons bien mis en évidence : les réunifications passées n'ont pas été faites par les travailleurs, mais imposées pour des raisons internationales.

C'est pour cela que malgré toutes les difficultés nous maintiendrons... même si les travailleurs se contentent de l'unité à la petite semaine empêchant pratiquement le syndicalisme français de jouer le rôle magnifique qu'il pourrait jouer dans un pays « où vous savez, les choses sont ce qu'elles sont ».

Roger LAPEYRE.

En marge du Congrès F.O.

DEUX CONGRÈS D'U. D.

J'ai été de ceux qui ont poussé un soupir de soulagement et souscrit des deux mains à la scission de la C.G.T. en 1947. L'air de la maison était irrespirable.

Malheureusement cette scission n'avait pas été une cassure nette : une simple déchirure seulement. Au lendemain de celle-ci, dans la mesure de mes faibles moyens, je travaillais au regroupement syndical.

Dès sa création la C.G.T.-Force ouvrière portait entre autres tares celle de son appellation : Force Ouvrière. Celle-ci ne faisait que concrétiser l'existence de la tendance réformiste « Résistance Ouvrière » dans la clandestinité devenue par la suite « Force Ouvrière », avec ses groupes, au sein de la C.G.T. réunifiée.

On pourrait parler des autres tares de la nouvelle confédération mais je pense que celle-ci a été une des principales : elle a empêché d'être le pôle attractif du mouvement syndical « purifié » au sein de la C.G.T.-F.O. Maintes choses me font toujours croire que cette tare qui aurait pu disparaître est toujours vivante, en son sein, aussi a-t-elle sclérosé le mouvement syndical libre.

C'est donc avec un réel plaisir que j'ai appris ce que l'on a appelé l'appel des trois, signé par Lapeyre, Forestier et Pastre, devenu par la suite : M.S.U.D. et P.U.M.S.U.D. J'ai participé avec les camarades instituteurs et d'autres à la formation d'une section du M.S.U.D. dans le Puy-de-Dôme. Des syndicats F.O. y adhéraient dans leur ensemble par le truchement de leurs fédérations. D'autres camarades F.O. y adhéraient comme moi à titre individuel et mon adhésion m'a valu auprès de l'U.D.F.O. le commencement de mes embêtements. Il faut dire que j'étais le seul membre M.S.U.D. à la Commission exécutive de l'U.D. Je devenais gênant.

Quelques jours avant le Congrès de l'Union des 25 et 26 juin 1959, le secrétaire de l'époque et actuel, Barbat, m'avait menacé d'exclusion, en ne précisant pas toutefois si c'était de l'U.D. ou de F.O. C'était la deuxième fois de ma carrière de militant syndicaliste que j'étais menacé de la sorte. La première se situe à l'époque où j'appartenais à la Fédération « Stal » de Marcel Paul. Delsol avait alors empêché de mettre le projet à exécution.

Si la menace qui m'a été proférée par le secrétaire de l'U.D. quelques jours avant le Congrès de 1959 n'a pas eu de suite, on a manœuvré par le biais pour que je ne sois pas élu à la C.E.

1° En me faisant exécuter par rapport à mon appartenance au M.S.U.D. par un citoyen des P.T.T. qui lui était membre de C.A. de section S.F.I.O. de Clermont, en déclarant au Congrès que le M.S.U.D. était une organisation syndicale.

2° En faisant voter au Congrès un texte qui a été ajouté aux statuts dont voici le libellé :

3° S'excluent de l'administration de l'Union départementale les camarades adhérents ou militants, participant à un mouvement extérieur en se recommandant du syndicalisme Force Ouvrière, même à titre personnel.

Candidat de la dernière heure à la C.E., ma candidature a été acceptée mais il m'a été précisé qu'en cas d'élection je devais, devant le Congrès, si j'optais pour la C.E., renier le M.S.U.D. à qui j'avais prêté mon nom et mon appartenance dans des tracts et des affiches.

De plus le secrétaire de l'U.D. avait déclaré que la C.E. ne pouvait recevoir dans son sein des gens qui risquaient de colporter ailleurs des choses qui se disaient ou se passaient à l'intérieur de celle-ci. Que pouvais-je colporter à l'extérieur, il ne se passait pratiquement rien à l'U.D. sinon des choses qui n'avaient rien de syndical et que je tairais, même ici.

Je n'ai pas été élu à la C.E. mais je dois dire que si je l'avais été, je me serais refusé de faire, devant le Congrès, la déclaration réclamée.

A nouveau le Congrès de l'U.D. vient de se tenir les 4 et 5 novembre 1961. J'ai été désigné par mon organisation syndicale dont je suis le secrétaire pour les ouvriers et les employés, pour être à nouveau candidat à la C.E. Mon organisation m'avait également mandaté pour m'abstenir sur le rapport moral.

Avant la dernière séance du Congrès, me prenant par l'épaule, le secrétaire de l'U.D. m'a demandé si

j'appartenais toujours au M.S.U.D. Sur ma réponse affirmative, il m'a demandé si je maintenais ma candidature. Je lui ai répondu OUI. Alors m'a-t-il dit, en pareil cas, comme il n'y a pas eu de modification de statuts, je me verrai dans l'obligation de demander au Congrès la non-recevabilité de celle-ci. Cela a été chose faite :

Trois voix se sont prononcées pour, 20 contre et 3 abstentions. Mais cette fois on savait que j'étais au P.S.U. et les « camarades » S.F.I.O. me sont tombés dessus à bras raccourcis au nom de l'indépendance du syndicalisme. Il est vrai que parmi les délégués et les candidats qui ont été élus d'ailleurs, il y avait entre autres, quatre conseillers municipaux S.F.I.O. de Clermont dont l'un est secrétaire de la section et l'autre premier adjoint au maire et conseiller général.

Il y a bien aussi dans les statuts de l'Union, que ceux qui possèdent une fonction ou mandat politique rétribué ne peuvent pas faire partie de la Commission exécutive, mais on a oublié de demander si le mandat de conseiller municipal et de premier adjoint au maire l'était. Clermont-Ferrand est une ville d'environ 120.000 habitants. Je ne crois pas me tromper en disant qu'il touche des indemnités, mais j'en ignore le montant.

Tout le monde a vivement regretté qu'il n'y ait pas de candidat de l'organisation que je représente : Electricité et Gaz de France, et a demandé s'il ne serait pas possible d'en désigner un autre. Le secrétaire du Syndicat des Cadres E.G.F. a vigoureusement protesté contre cette façon de voir.

Toutes ces méthodes, à mon avis, n'ont rien à envier à celles des staliniens. Je me demande même s'ils en seraient arrivés jusque là ?

J'allais omettre un détail qui a pourtant son importance. Avant le vote sur la recevabilité de ma candidature, Barbat a poussé la plaisanterie à son paroxysme. Il a mis dans la balance ma candidature et mon élection éventuelle à la C.E. et son mandat de secrétaire de l'U.D., lui qui un jour a déclaré à un copain : Que veux-tu que je fasse si je ne suis plus permanent ? ? ?

Je demande aussi que l'on note en passant qu'entre le Congrès de 1959 et celui de 1961, il n'y a eu qu'une seule réunion des cadres syndicaux. Celle-ci a eu lieu le 17 mai 1960, c'était Bergeron qui la faisait. Il n'a pas oublié en passant de parler de ceux qui faisaient fausse route par le canal du M.S.U.D. Je n'ai pas répondu à la provocation qui d'ailleurs avait été lancée avec un air jovial et d'un ton bonhomme.

Et maintenant ?

Je ne crois pas que l'immobilisme et l'indigence intellectuelle syndicale soient le fait de toutes les U.D. Force Ouvrière. Il est vrai que celle du Puy-de-Dôme n'a pas de base essentiellement ouvrière. Il y a peu de syndiqués dans les produits chimiques (Michelin, Bergougnan). Un très petit nombre également dans la métallurgie. Celui-ci est peut-être un peu plus important chez les mineurs, mais pour aucun je ne peux citer de chiffres.

Je suppose donc que dans le « syndicalisme moderne » auquel a fait allusion Veillon qui présidait ce dernier congrès, pourvu qu'il y ait un nombre suffisant de syndiqués pour faire vivre un « appareil », ce dernier se chargera de régler seul tous les problèmes qui se posent au syndicalisme.

Si, depuis plusieurs années, la condition ouvrière s'est améliorée, je ne crois pas qu'elle ait disparu. Et le capitalisme tient encore debout.

Seules la revendication constante pour l'amélioration de la condition ouvrière et l'action de classe permanente, peuvent redonner confiance aux salariés, affaiblir l'ordre établi et permettre l'avènement d'une société nouvelle où la classe laborieuse — cadres et ouvriers — aura la place qui lui revient, la première.

Quand ces lignes paraîtront, le 7e Congrès confédéral F.O. sera terminé, je formule le souhait sincère qu'il dissipera celui de l'U.D. du Puy-de-Dôme.

Henri MONTEILLET.

INFORMATIONS SYNDICALES

Aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire

Des élections viennent d'avoir lieu récemment aux Chantiers de l'Atlantique pour la désignation des délégués du personnel. Nous en donnons les résultats ci-dessous. Ils n'ont pas besoin d'être commentés. Ils apportent des indications « barométriques » sur la situation syndicale dans une région qui, dans toutes ces dernières années, fut un « nœud » de la lutte ouvrière en France.

« En 1961, la C.G.T. a obtenu 2.586 voix (35,8 %) contre 2.801 (37,8 %) en 1960, soit une perte de 2 %. F.O. a recueilli 2.498 voix (34,6 %) contre 2.441 (33 %) en 1960, soit un gain de 1,6 %. La C.F.T.C. a eu 1.944 voix (27 %) contre 1.932 (26 %), soit un gain de 1 %. Enfin, la C.G.C. avec 202 voix (2,6 %), contre 239 (3,2 %) a perdu 0,6 % ».

Le Syndicat autonome du Bâtiment parisien rejoint Force Ouvrière

Dans son assemblée générale qui s'est tenue le 17 décembre, le Syndicat autonome du Bâtiment de la région parisienne, dont le secrétaire est notre camarade Pierre Riguidel, a décidé, à la quasi unanimité, de rejoindre l'organisation correspondante de « Force Ouvrière ». Cette décision a été prise dans un souci d'unité et selon une compréhension, jugée meilleure par l'assemblée, du rôle du syndicat et de son efficacité dans la période actuelle.

Après le Congrès de la Fédération Autonome des P.T.T.

Nous avons dit quelques mots, dans notre dernier numéro, du congrès national de la Fédération autonome des P.T.T. Nous avons assisté à la séance qui discutait de l'orientation. Les camarades *Jonard* et *Gervais* ont été les défenseurs des principes du syndicalisme révolutionnaire. Le camarade *Portes*, secrétaire général, dans un éloquent exposé, a montré les causes de la division actuelle du mouvement syndical, et des forces ouvrières en général. C'est cette division qui ouvre la voie au fascisme. La Fédération autonome travaille donc à refaire l'unité syndicale. Pour cela, la Charte d'Amiens est une base nécessaire et suffisante. Au cours de cette discussion, les camarades *Martin* (chèques postaux de Paris) et *Keravis* (Grenoble) ont tenté de faire prendre position au congrès sur les problèmes actuels, principalement sur la paix en Algérie. L'intervention du délégué d'Alger-Sahara, défendant « l'apolitisme rigoureux » — non sans être soutenu par une bonne partie du congrès — a montré que l'écart était sensible entre les motions de style révolutionnaire et leur application aux problèmes réels qui conditionnent la vie ouvrière. Le délégué des sections Alger-Sahara a eu cette formule contre les camarades qui demandaient une prise de position syndicale : « Vous avez les yeux plus gros que le ventre ! ». La neutralité syndicale dont il se faisait, à cette occasion, le défenseur, ne se confond pas, selon nous, avec l'indépendance. Il se pourrait même qu'elle en soit juste le contraire.

Notes d'Economie et de Politique

POUR METTRE FIN A LA SECONDE GUERRE D'ALGERIE : EVACUER ET RAPATRIER

Lorsqu'eut lieu la première rentrée en France d'une division d'Algérie, j'indiquais que c'était là le commencement d'une évacuation totale, que, tout comme ça avait été le cas hier en Indochine et avant avant-hier au Mexique, une évacuation commencée après des années d'une guerre qui allait « se pourrissant » de plus en plus, ne pouvait être que poursuivie jusqu'à son terme. C'était un processus « irréversible » pour employer un mot à la mode.

Et de fait, une troisième division devait être rapatriée déjà dans les derniers mois de 61 ; la décision, dit-on alors, en avait été prise par de Gaulle, mais, toujours d'après les on-dit, le nouveau chef d'état-major, Pujet, avait opposé son veto et le « chef de l'Etat » s'était incliné.

Or, maintenant que de Gaulle a annoncé publiquement que deux nouvelles divisions d'infanterie, sans compter plusieurs formations d'aviation, allaient rentrer en France incessamment et qu'elles seraient suivies d'autres, il faut admettre que l'état-major s'est incliné. Et que l'évacuation totale de l'Algérie par l'armée française n'est peut-être plus qu'une question de mois, d'un an au plus.

Or, il va sans dire que tout retour d'une partie quelconque de l'armée française se traduit nécessairement par l'abandon de nouvelles parties du territoire algérien au F.L.N. En effet, même lorsque ses effectifs étaient à leur maximum, l'armée française ne put jamais tenir tout le territoire algérien ; il lui faut donc en céder de nouvelles portions chaque fois qu'elle a à subir une réduction d'effectifs.

Par là se trouve appliqué l'article premier du projet de traité que publiait la « R. P. » de novembre dernier, traité dont il importe peu qu'il ne soit jamais signé, pourvu qu'en fait, on l'exécute.

Cette évacuation de l'armée française va donc mettre fin progressivement à la domination française, et du même coup elle mettra fin à la première guerre d'Algérie, celle qui oppose Etat français et peuple algérien.

Cette guerre aura donc duré un peu plus que celle qui mit aux prises le Vietnam et l'Etat français, ce à quoi on devait s'attendre puisque l'Etat français était plus solidement implanté en Algérie qu'en Indochine, et elle aura duré presque le double de ce qu'avait duré l'expédition du Mexique, la France n'ayant jamais eu de racines au Mexique. Par contre, elle aura été beaucoup moins longue que la guerre de libération des noirs d'Haïti, car à Haïti la France était solidement installée depuis deux siècles, et puis, la France de ce temps-là, c'était celle de la Révolution et de Napoléon !

Mais, *quid* de la seconde guerre d'Algérie ? *Quid* de la guerre des Européens d'Algérie eux-mêmes ? De la guerre directe entre les deux peuples, le peuple immigré et le peuple indigène ?

Pour beaucoup, le départ de l'armée française risque de déclancher une catastrophe. Le heurt des deux communautés.

Mais ce heurt a déjà lieu et l'armée française, qui est toujours là à pleins effectifs ou à peu près, est incapable de l'interdire. Chaque jour il y a une dizaine de Musulmans au moins qui sont révolvérisés par des Européens et un certain nombre d'Européens qui sont poignardés par des Algériens.

La vraie question se pose donc ainsi : après le départ de l'armée française, le heurt entre les deux communautés continuera-t-il, ou bien, devant le fait nouveau, cessera-t-il ?

Eh bien ! pour moi, je l'ai déjà dit, mais je crois devoir y revenir tellement la chose est d'importance, le seul moyen de mettre fin au combat entre les deux communautés, le seul moyen de terminer cette seconde guerre d'Algérie est de laisser les deux peuples seuls, face à face, sans intervention d'un tiers, la présence de celui-ci comportant le vice majeur de masquer la réalité. En effet, ce n'est qu'une fois que l'armée française sera partie, que les Algériens d'origine européenne réaliseront qu'il leur faut à tout prix composer avec les Algériens indigènes s'ils ne veulent point être anéantis.

Et ils le réaliseront très vite, si le gouvernement français a soin, au cours des mois durant lesquels se poursuivra l'évacuation de l'armée française, de proclamer *urbi et orbi* qu'il est prêt à recevoir en France, dans les meilleures conditions possibles, tous les Français d'Algérie qui voudraient venir s'y établir.

Il faut qu'il le proclame... et qu'il le fasse ! Que les Algériens rapatriés soient accueillis avec suffisamment de chaleur et suffisamment d'aide matérielle pour qu'ils puissent vanter à leurs connaissances demeurées en Algérie, l'hospitalité de la métropole, que celles-ci décident, en conséquence, de rentrer à leur tour en France, et qu'ainsi la boule de neige devienne avalanche !

Déjà, bon nombre d'Européens d'Algérie ont quitté définitivement l'Algérie et se sont installés en France ; d'autres sont encore en Algérie mais ils ont pris soin d'acheter des appartements ou des domaines en France afin d'avoir où se replier le moment venu ; et dans la ville qui sera sans doute la première des grandes villes à être occupée par le F.L.N., Constantine, l'exode des non-Musulmans a dès maintenant pris une telle ampleur qu'on y envisage de supprimer le fonctionnement de plusieurs services publics, celui des transports en commun par exemple.

Il dépend donc de l'accueil qui sera réservé aux Algériens par la France et des encouragements qui seront apportés par le gouvernement français à cette émigration à rebours, que le départ des Européens d'Algérie prenne les dimensions d'un véritable rush.

Mais alors, je vous le demande, quel pourra être l'effet de ce rush sur le moral de ceux qui étaient décidés à rester et à se battre, si ce n'est de le détruire ?

A un million, nombre qu'ils atteignaient à peu près avant l'entrée en action du F.L.N., les Européens pouvaient tenter de tenir, par leurs propres moyens, sans aide de la France, contre les Arabes ; en revanche, si, au départ du dernier soldat français, ils ne sont plus que 500.000,

ils pourraient, peut-être, encore essayer de tenir, mais à une condition, c'est de ne pas avoir été démoralisés par la fuite de la moitié de leurs compatriotes, ce qui ne saurait être ; et si, plus encore, ils ne sont même plus 500.000, mais deux ou trois cent mille, alors la folie de toute tentative de résistance ne peut que leur apparaître à plein et... ils s'empresseront de traiter.

Ils traiteront avec le F.L.N., qui ne demandera pas mieux !

C'est la peur qui engendre souvent la sagesse. Et il est même des cas, comme celui dont nous traitons, où elle est seule capable de l'engendrer.

Un traitement par la peur peut paraître dur, voire inhumain ; il n'en est pas moins nécessaire. Certainement des procédés beaucoup plus doux, plus « nobles » pourront être préconisés, mais ils seront inefficaces. La folie de la domination ne peut être guérie que par un traitement de choc. La plupart des hommes ne comprennent que lorsqu'ils sont vaincus.

LES SEQUELLES DU COLONIALISME

La liquidation des séquelles du colonialisme se poursuit. La dernière en date est celle de Goa.

Cette petite enclave portugaise sur la côte occidentale de l'Inde, avec ses quelques centaines de mille d'habitants, est tombée comme un fruit mûr, à peu près sans combat. Nehru est vraiment un homme patient. Il a attendu près de quinze ans afin de pouvoir obtenir sans coup férir ce qu'il aurait pu avoir beaucoup plus tôt, avec simplement un tout petit peu plus de risques.

Il est bien possible que la libération de Goa soit suivie à assez brève échéance de celle d'une autre colonie portugaise, la Guinée « portugaise », libération qui sera sans doute due à l'action des troupes sénégalaises, tout comme celle de Goa a été due à celle des troupes indiennes.

Quant à Macao, autre enclave, elle demeurera portugaise, tout comme Hong-Kong demeurera anglaise, juste durant le temps où il continuera d'être intéressant pour les Chinois d'avoir en Chine même des comptoirs européens. Pour l'Angola et le Mozambique, colonies portugaises récentes, pour ainsi dire, sous leur forme actuelle, c'est une autre affaire, car ces deux pays font partie du bloc de cette partie méridionale de l'Afrique — Angola, Rhodésies, Mozambique, Afrique du Sud, Bechouanaland, Territoire du Sud-est africain, etc... — qui demeurera sans doute le dernier bastion de la domination blanche dans le monde.

Ainsi le plus ancien des empires coloniaux des temps modernes, celui que la hardiesse de ses navigateurs avait donné au Portugal dans les premières années du XVI[e] siècle, mais qu'il avait dû en grande partie abandonner aux Hollandais d'abord, aux Anglais ensuite, et qui, dès le XVIII[e] siècle ne comprenait plus guère que quelques reliques, va être le dernier à sombrer, sa métropole s'entêtant à garder à tout prix, malgré leur peu de valeur, les vestiges de son brillant passé, comme ces familles ruinées qui conservent pieusement les derniers joyaux qui leur viennent de leurs ancêtres.

***

Mais pourquoi, diable ! faut-il que la libération de Goa par les troupes indiennes ait été encore l'occasion pour l'Occident, et plus spécialement pour les Etats-Unis, d'une de ces bévues monumentales par lesquelles chaque jour les Occidentaux facilitent davantage la tâche de Moscou !

Comment ! Voilà Goa qui est une colonie-type. Personne ne peut nier que Goa est indienne, cent pour cent indienne, et qu'elle est gouvernée... par les Portugais. Et voici ces Etats d'Occident qui pourtant s'affichent maintenant comme anti-colonialistes, qui se mettent à jeter feu et flamme parce que l'Inde a libéré Goa du joug colonial ! Et ce sont les Américains, eux qui se targuent d'être les plus anti-colonialistes de tous les Occidentaux, qui crient le plus fort ! Stevenson, le délégué de Washington à l'O.N.U., prononce à ce sujet un des discours les plus violents de sa carrière. Et cela le lendemain même du jour où l'O.N.U. avait voté à l'unanimité, une résolution condamnant les agissements du Portugal dans ses colonies !

C'est à se demander si tous ces gens ne sont pas devenus fous ! Comment peuvent-ils s'imaginer que les peuples, n'importe quels peuples, ne soient pas frappés par une telle contradiction entre leurs paroles et leurs actes ? Comment quelque peuple que ce soit pourrait-il encore croire à la sincérité de leur anti-colonialisme, et comment ne pourrait-il pas approuver Khrouchtchev, lorsque celui-ci dénonce la duplicité de l'Occident et s'affirme en conséquence comme le seul vrai défenseur des peuples colonisés ?

La sagesse antique avait vu juste : Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.

R. LOUZON.

P. S. — En guise de conclusion à ce que j'ai eu l'occasion de dire ici au sujet d'Israël, je me permets de citer cette phrase d'un historien anglais connu, Arnold Toynbee, qu'il a prononcée au Caire au cours d'une conférence récente :

« Le monde occidental aurait dû payer pour son propre crime avec son propre territoire, au lieu de donner aux Juifs un territoire appartenant à des peuples non-occidentaux qui n'ont commis aucun crime, d'aucune sorte, à l'égard des Juifs. »

C'est là très exactement mon avis. — R. L.

LA RÉPRESSION ADMINISTRATIVE

Après l'interdiction de « Solidaridad Obrera », de « C.N.T. », d' « Espana Libre », d' « El Socialista », les militants espagnols exilés avaient cru pouvoir publier des journaux strictement réservés aux membres des organisations. C'est ainsi que « Despertar » et « Solidaridad », par exemple, avaient paru, sans être mis en vente, comme bulletins intérieurs.

Un nouveau décret les a supprimés.

Le problème de la relève par des camarades français se pose donc à nouveau.

Dans le monde, les protestations auprès des ambassades françaises se multiplient. La presse d'information elle-même commence à s'émouvoir de la politique profranquiste menée par le gouvernement de Paris. Diverses associations culturelles ont publiquement manifesté leur réprobation.

La liste des communiqués et motions s'élevant contre la suppression des journaux ouvriers anti-franquistes s'allonge. Bornons-nous à signaler entre autres protestations celle de l'Association argentine pour la Liberté de la Culture, les lettres publiées par le « New York Times », des textes parus dans les journaux de Rio et de Sao Paulo, l'appel lancé par le Mouvement Libertaire Cubain en exil, etc., etc...

En France, peu de réactions. Quelques U.D. commencent à s'émouvoir.

LA FABRICATION DU DANGER ALLEMAND

Nous n'avons pas à nous excuser de revenir encore sur le problème allemand, de répéter nos avertissements, de renouveler nos éclaircissements, de poser brutalement des questions urgentes à tous nos amis, à tous les militants ouvriers.

C'est que le danger n'a jamais été aussi sérieux — que jamais le poison de la bochophobie ne nous parut aussi virulent — que le mal se présente non pas sous l'aspect de la vieille haine héréditaire qui le ferait facilement repérer, mais sous les apparences de l'objectivité historique — ou pire encore sous les couleurs superficielles et les impostures verbales d'un faux pacifisme, d'un antifascisme élémentaire — même d'un laïcisme dévoyé. Contre des généraux... « allemands », contre une Allemagne post-hitlérienne, contre Adenauer homme du Vatican, de bons camarades se laissent entraîner sans flairer l'intoxication lente et prolongée dont ils sont victimes. Alors nous persévérons sans trop espérer.

UN LIVRE « MAGISTRAL » SUR LE TROISIEME REICH

Tous les débats actuels sur le problème allemand semblent éclairés aujourd'hui par le livre de William L. Shirer : « Le Troisième Reich des origines à la chute ». Ce journaliste américain qui vivait en Allemagne lors de l'avènement de Hitler et pendant les premières années du régime nazi mérite certainement l'hommage qu'on lui accorde pour ses qualités professionnelles et sa probité intellectuelle. Il a inclus ses souvenirs et impressions dans une documentation massive, unique par son poids et sa valeur. C'est en effet la première fois dans l'histoire que l'effondrement total d'un Etat permet à ses vainqueurs de mettre la main sur toutes les archives publiques et privées d'un gouvernement et de ses hommes. On peut louer le travail considérable accompli par William L. Shirer, la sincérité avec laquelle il affirme son parti pris préalable d'hostilité au régime — aussi un réel souci d'étayer ses affirmations sur des documents authentiques.

Mais un chroniqueur n'est pas un historien. Et outre des interprétations discutables, le choix même des pièces citées en référence ne laisse à ce monument que la valeur d'un témoignage, ou plutôt que le compte rendu plus ou moins fidèle de multiples témoignages toujours tendancieux. Surtout lorsqu'il s'agit de justifications « a posteriori »...

Il convient ordinairement d'être très prudent lorsqu'on consulte les mémoires d'hommes d'Etat condamnés à une retraite qu'ils jugent toujours prématurée.

Sully et Bismarck, lors de leurs vieillesses passives, chargées de rancunes et d'amertume, ont quelque peu embelli leurs souvenirs et parfumé de gloire leurs relents mélancoliques. Encore pouvaient-ils espérer un jugement favorable de la postérité. Il est encore plus risqué d'attribuer une valeur décisive aux divulgations des acteurs du drame du Troisième Reich, après l'écroulement de celui-ci — soit qu'ils aient comparu devant le tribunal de Nuremberg, soit qu'ils aient voulu dégager leur responsabilité... après coup.

Tout cela serait tolérable. Et ce témoignage en vaudrait beaucoup d'autres, si certains — et des plus autorisés — n'en tiraient les bases d'une véritable philosophie de cette histoire de douze années. Or, outre que notre information personnelle nous inspire des objections et des réserves sur les documents présentés et les jugements formulés, nous reprochons surtout à William L. Shirer de subordonner trop souvent l'essentiel à l'accessoire, le mouvement élémentaire et profond — facilement repérable — à l'explication rapide, superficielle, vaguement légendaire et littéraire.

L'ALLEMAGNE ETERNELLE

Il suffit pour s'en convaincre de lire le chapitre : **La pensée de Hitler et les racines du Troisième Reich.** Toute la biographie du Führer, la genèse de sa pensée et de ses ambitions semblent correctement exposées et décrites. Et c'est amplement développé. Ce qui est au contraire à peine indiqué, ce sont les causes fondamentales des succès hitlériens. La tragédie allemande de 1919 à 1945 c'est autre chose que la faillite de la République de Weimar, l'intuition quasi-géniale, l'intelligence stratégique et aussi la mégalomanie démoniaque d'Adolf Hitler.

Cet autre chose... William L. Shirer pense l'avoir suffisamment caractérisé par des formules faciles ou des clichés vulgarisés bien avant lui : « **peuple allemand modelé par le mythe d'un destinée mystérieuse — nazisme, suite logique de l'Histoire de l'Allemagne...** »

Encore faudrait-il connaître cette histoire avant de la simplifier en grossières images. « **Les trois cents Etats allemands différents à la fin du moyen âge, en face de la France et de l'Angleterre unifiées — le malheur des divergences religieuses lors de la Réforme s'ajoutant au défaut d'unité politique et dynastique... — la paix de Westphalie (1648) ne laissant à l'empereur qu'une suprématie de façade et laissant l'Allemagne dans un état de barbarie... semblable à celui qui régnait en Moscovie. — L'acceptation de l'autocratie et de l'obéissance aveugle... recul dont l'Allemagne ne se relèvera jamais... L'idée démocratique du gouvernement parlementaire qui « explosa » en France en 1789 et n'eut pas d'éclosion en Allemagne... — Le développement artificiel de l'Etat prussien... — L'Allemagne devant son unité à l'armée prussienne... — L'empire allemand jusqu'en 1918, autocratie militariste gouvernée par le roi de Prusse...** — et naturellement **l'influence intellectuelle dominante de Fichte, Hegel, Treitschke, Nietzche et Wagner... sans oublier Gobineau et Houston Stewart Chamberlain... sans même exclure Kant** (1) ». Hitler se serait érigé sur cette toile de fond... historique.

Notre auteur n'invente rien. Et cette rétrospective hallucinante avait déjà figuré dans les doctes monographies et les pamphlets véhéments des doctrinaires et des prophètes du nationalisme d'Action française et des champions de la Guerre du Droit (1914-

---

(1) Nous ne voulons pas alourdir cet article déjà trop lourd en éclairant certains faits et certains noms. Que nos lecteurs consultent un manuel ou le Larousse. Notons simplement que Hegel, premier maitre de Marx, soumettait à l'Idée (que l'Etat incarnerait) les hommes et les faits — que Fichte et Treitschke ont conçu la théorie de « l'économie fermée » et de l'Etat omnipotent.

1918). Avouons franchement que ce mythe de l'Allemagne éternelle émerge parfois des propos de nos sages les plus valables. Voltaire — qui eut quelque raison d'irritation contre le roi de Prusse — a quelque peu cravaché dans **Candide** l'orgueil d'un baron allemand. Bakounine, James Guillaume et des syndicalistes proudhoniens ont effleuré la germanophobie, par réaction contre la savantasserie des docteurs marxistes...

Jean Giraudoux qui nous a laissé dans **Siegfried** un message de paix d'une lumineuse virtuosité intellectuelle a incarné en un lyrique et délirant aventurier ce nébuleux et « redoutable » romantisme allemand.

ESSAI DE CLARIFICATION HISTORIQUE

Il est difficile de discuter ces brillantes sentences ou ces véhémentes exclamations. Ce sont sans nul doute des vérités à peine simplifiées... qui n'ont qu'un défaut, c'est qu'elles n'expliquent rien et qu'on peut les interpréter à contre-sens. En les situant dans le temps et dans l'espace, en les intégrant dans un ensemble complexe, on s'aperçoit que la géographie et l'histoire nous fournissent des normes d'appréciation qui valent pour le phénomène allemand comme pour l'évolution de tous les peuples.

Il est vrai que le moyen âge allemand — auquel d'ailleurs notre journaliste accorde une valeur peut-être excessive — nous montre une multitude et une variété exceptionnelle d'institutions politiques se développant hors des cadres du vieux Saint-Empire romain germanique. L'activité de la Hanse teutonique, mer fermée du Nord, autour de la Baltique, s'apparente à celle des républiques italiennes autour de la Méditerranée, mer fermée du Sud. L'utilisation des routes atlantiques, au XVIe siècle, a naturellement provoqué la décadence des grands centres commerciaux du moyen âge.

Dans l'**Histoire universelle** (publiée par la Pléiade), des historiens, en un raccourci schématique, attribuent à l'Elbe au XVIe et au XVIIe siècle le rôle d'une véritable frontière entre l'Europe occidentale où le déclin de la Féodalité s'accomplit en même temps que la formation des Etats modernes — et l'Europe orientale où la colonisation et les défrichements de terres furent conditionnés par le renforcement de la Féodalité et la généralisation du servage. C'est déjà une explication du décalage chronologique.

La Réforme, la guerre de Trente ans, la paix de Westphalie avec leur long cortège de ruines, de souffrances et de misères ont accéléré l'affaiblissement du Saint-Empire roman germanique et favorisé la formation d'Etats indépendants, dont la Prusse que les Hohenzollern aligneront avec un temps de retard sur les Etats modernes occidentaux. La rupture avec Rome, l'expropriation des communautés religieuses, l'immigration de vingt mille protestants français après la Révocation de l'Edit de Nantes ont fourni au Roi de Prusse les éléments d'une classe industrielle et commerçante et les cadres d'une armée dont l'organisation systématique ne diffère pas en son principe de celle de l'armée royale en France ou de la Home Fleet en Angleterre.

Pourquoi attribuer à une intervention « artificielle », la prédominance de la Prusse où Frédéric II — despote éclairé — sut, mieux que les autres souverains allemands, grâce à l'autorité de l'Etat, introduire des méthodes nouvelles dans l'agriculture, le commerce et même l'industrie, — peut-être parce qu'il connaissait aussi bien les thèses mercantilistes, appliquées en France au XVIIe siècle, que les idées des économistes et encyclopédistes français qui ébauchèrent l'antithèse du mercantilisme : le libéralisme économique.

Il est, d'autre part, quelque peu abusif de situer en 1789 l'explosion du parlementarisme en France. La Révolution française, même en sa période la plus démocratique, n'a jamais connu le régime parlementaire, pratiqué déjà en Angleterre depuis un siècle et qui ne le fut en France qu'en 1815. Entre temps, la botte de Napoléon avait imposé une centralisation étatiste et autoritaire, beaucoup plus rigoureuse que le régime prussien. Mieux, c'est sa politique impériale qui exporta en Allemagne les règles de l'administration française et en diminuant notablement le nombre des Etats d'outre-Rhin prépara l'unité allemande (2).

Celle-ci aurait été imposée par la force... par le fer et le feu, disait Bismarck. C'est trop simple pour être vrai. C'est le processus économique qui a attribué à la Prusse le rôle prédominant dans la révolution industrielle allemande. Peut-on méconnaître des constatations aussi évidentes que celles-ci et qui s'expliquent sans aucune intervention des philosophes et des soldats. L'initiative de la Prusse a réalisé le Zollverein (unité douanière), plusieurs décades avant la formation de l'Empire allemand. Au sein de ce « marché commun » germanique, la Prusse, de 1860 à 1870, détient les neuf-dixièmes de la production charbonnière, les deux tiers du minerai de fer, 91 % de la production de fonte, 97 % de l'acier, 77 % du plomb, presque la totalité du zinc, les deux tiers des machines à vapeur — 79 % des broches pour le tissage de la laine, 60 % environ du total des métiers mécaniques — enfin les deux tiers de la population ouvrière dans toute l'industrie allemande.

La Prusse a joué en Europe centrale le même rôle de pionnier que celui de l'Angleterre dans le monde atlantique.

Il est vrai qu'il y eut discordance entre l'évolution économique et l'évolution politique. Le rythme remarquable des progrès économiques allemands n'a pas laissé à une bourgeoisie nationale le temps d'acquérir la maturité nécessaire. Il y avait un puissant Etat allemand et la nation allemande n'était pas encore une réalité politique et morale, lors de l'avènement d'Hitler. Cette rupture dans la « corrélation des forces » prouvée en particulier par une urbanisation monstrueusement accélérée, explique-t-elle les avortements du « libéralisme allemand », le maintien de l'esprit de caste, les aberrations du pangermanisme et du national-socialisme ? On ne peut s'en tirer par une démonstration rigoureuse. Mais notre « hypothèse » a l'avantage de pénétrer dans les profondeurs et non de se perdre dans les nuées apocalyptiques des Niebelungen.

L'ALLEMAGNE DE 1914

A lire Shirer, on croirait que le Reich de 1914 était aussi typiquement absolutiste que le tzarisme. La persistance d'une telle stupidité prouve la nocivité de préjugés tenaces auxquels les plus lucides n'échappent pas. Un de mes amis supérieurement cultivé et intelligent — capable de choisir ses informations et d'acquérir personnellement les connaissances les plus solides — m'avait littéralement ahuri en attribuant à la dissimulation des réalités militaires par l'état-major allemand les surprises désastreuses d'août 1914 — alors que les projets militaires avaient été discutés publiquement au Reichtag, alors que Jaurès dans **l'Armée Nouvelle** avait décrit clairement le système et les plans de la Reichwehr et prévu l'invasion de la Belgique.

---

(2) Renouvelons notre invitation à consulter un manuel d'histoire. Précisons cependant que les événements et leurs effets que nous rappelons ici ne sont pas contestables. Simplement un peu négligés par les propagandes officielles à prétentions historiques.

UNE HISTOIRE DÉFORMÉE PAR LES LÉGENDES ET PRÉJUGÉS

Si nous insistons, c'est que nous retrouvons aujourd'hui ces préjugés absurdes dans l'examen de l'activité allemande. Des publicistes prétentieux s'efforcent de démontrer le caractère insolite des phénomènes d'outre-Rhin.

Au contraire, l'histoire allemande de 1870 à 1914 justifie clairement les hypothèses du matérialisme historique et les prévisions du socialisme dit scientifique. L'industrialisation accélérée a provoqué l'organisation ouvrière la plus puissante d'Europe. Anticipation sur des systèmes que nous connaissons aujourd'hui par une expérimentation directe, le paternalisme bismarckien a voulu neutraliser le socialisme par ses lois sociales et le briser par ses lois d'exception. Les travailleurs allemands ont joui d'un système parfait d'assurances sociales, quarante ans avant nous. Malgré cela, la social-démocratie, forte de 480.000 voix avant les lois d'exception, porte, sous celles-ci (3), ses effectifs électoraux de 550.000 voix en 1884 à 763.000 en 1887, 1 million 437.000 en 1890, 4.300.000 en 1912. En 1914, elle compte un million d'adhérents, dispose de 90 quotidiens avec 1.500.000 abonnés.

Il est facile de souligner la faillite de cette monumentale puissance en 1914 et pendant l'entre-deux-guerres. Ce n'est pas la social-démocratie seule qu'il convient d'incriminer. L'œuvre de Rosmer sur le **Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale** établit qu'il s'agit là d'une faillite de l'Internationale, où le socialisme allemand a recélé des forces de résistance au bellicisme au moins aussi sérieuses et efficaces que celles des minorités françaises.

D'autre part, non seulement le Reich allemand jouissait d'une constitution assurant un contrôle démocratique des finances de l'Etat et garantissant comme en France les libertés élémentaires, mais — avantage sur le régime napoléonien que nous subissons encore — l'autonomie intérieure des « lander », limitait les pouvoirs de l'Etat fédéral. Hitler a tenté d'annihiler le fédéralisme en même temps que le mouvement socialiste. C'est là peut-être que les jugements de Shirer nous paraissent les plus abusifs et décevants. Il décrit le phénomène hitlérien avec une minutie implacable. Il ne s'est pas aperçu de l'échec du système que le seul écroulement militaire n'explique pas. Le socialisme et le fédéralisme allemands, particulièrement vivaces aujourd'hui n'ont pas ressuscité après Hitler, car ils n'étaient pas morts. Hitler, à l'apogée de sa gloire, n'a obtenu que la passivité et le silence ; sous le casque et l'uniforme nazis, le peuple allemand continuait son évolution soumise à sa vocation propre, comme aux tendances fondamentales du monde moderne. Citons en référence une pittoresque formule d'un militant du S.A.P. (groupement communiste d'opposition) écrivant à un de nos amis parisien en 1936 : « Si nous sommes tous nazis jusqu'à l'os, la moëlle reste marxiste. »

LE DIKTAT DE VERSAILLES ET LA CONTRE-REVOLUTION ALLEMANDE

Quelles sont donc les causes profondes de l'hitlérisme ? Peut-on se contenter de notre explication quelque peu abstraite basée sur la vitesse du développement économique allemand auquel n'a pas correspondu la formation d'une bourgeoisie nationale ? Ce serait d'ailleurs une cause négative... Une « classe moyenne » solidement posée sur le terroir allemand aurait sans doute formé un barrage efficace devant les entreprises hitlériennes.

Shirer s'efforce de minimiser les effets du diktat de Versailles imposé en 1919 aux parlementaires allemands. Nous n'insisterons pas sur les clauses du fameux traité. On a mis l'accent sur l'humiliation infligée à un peuple par les vainqueurs. L'historien Ferrero aurait éclairé Shirer si celui-ci l'avait lu. « **Les Alliés**, dit ce remarquable observateur, **ont fait, sans le vouloir, le jeu de l'ancien régime qui a réussi en dix ans, grâce à ces erreurs, à convaincre une partie de l'Allemagne que tous les maux dont elle souffre ne sont pas une conséquence de la guerre, mais des traités de paix imposés par l'ennemi ; qu'elle doit en vouloir non pas à l'ancien régime qui a conduit l'Allemagne à la guerre, mais à la République qui a conclu la paix, l'infâme paix...** »

Il convient de rappeler ici que les plénipotentiaires allemands obligés de signer sans discuter n'ont pas manqué de signaler : « l'application insuffisante des principes de Wilson : le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, les annexions et les indemnités exclues en principe, on ne devait accorder que l'annulation des annexions passées et la réparation des ruines de guerre » — qu'ils ont protesté, avec raison, contre la responsabilité unilatérale de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre — enfin qu'ils ont dénoncé la politique de blocus de l'Allemagne prolongée une année après l'armistice, qui a coûté la vie à des centaines de milliers de civils et paralysé la croissance de plusieurs générations (4).

Mais notre auteur passe très rapidement sur les conséquences économiques du diktat de Versailles. L'Allemagne perdait 72,6 % de ses gisements de fer, le quart de ses hauts-fourneaux ; elle livrait 5.000 locomotives sur 27.000, une fraction massive de sa flotte marchande... En 1914, les exportations allemandes s'élevaient à quatre fois ses importations. En 1919, ses importations atteignent le triple de ses exportations, sur lesquelles d'ailleurs les Alliés prélevaient un droit de 26 %.

Dans les chapitres consacrés aux sources du nazisme, le journaliste américain voit surtout des intrigues politiques. Négligeant délibérément les lourdes responsabilités des Alliés — à l'exception des néfastes effets du poincarisme qu'il signale par rapides allusions — il se garde bien de décrire les étapes de la Révolution d'abord spontanée dans les jours qui précédèrent puis suivirent l'armistice — menée ensuite par les spartakistes pendant les batailles sanglantes de Berlin — engageant l'expérience Kurt Eisner en Bavière, les révoltes ouvrières de la Ruhr et la formation d'un gouvernement socialo-communiste en Saxe, lors de l'écroulement vertigineux du mark qui, de 1919 à 1923, provoqua la prolétarisation accélérée de la petite bourgeoisie

(3) Les lois d'exception ne furent plus appliquées à partir de 1890.

(4) Lors de la poussée hitlérienne, Jean Richard-Bloch avait fort heureusement défini cette tragédie de la jeunesse allemande par cette formule : la sous-alimentation explique la sous-humanité. J'ai, moi-même, constaté en 1923, en Allemagne occupée que la croissance normale des enfants avait été paralysée et retardée. Notons d'ailleurs que l'Union des Femmes françaises répondit négativement, avec une sauvagerie... bien française à un appel déchirant des mères autrichiennes, dont les enfants mouraient de faim. Et cela, après la guerre.

et une misère atroce pour les masses populaires, en même temps que l'enrichissement prodigieux des magnats industriels.

A peine fait-il mention de l'organisation des conseils d'ouvriers et de soldats, de la constitution en novembre 1918 d'un conseil des commissaires du peuple, de la grève générale de 1920 qui brisa le coup d'Etat de Kapp...

Il faudrait un Albert Mathiez « **ardent historien de cette ardente histoire** », qui dépasse largement les possibilités de William L. Shirer.

La responsabilité de la Social-Démocratie est lourde dans cette terrible défaite de la classe ouvrière et l'avortement du socialisme. L'action d'Ebert, premier président socialiste de la République, et de Noske, ministre socialiste de la Guerre, a fait plus que de rétablir l'autorité des chefs militaires réactionnaires, elle a abouti aussi à une scission irrémédiable au sein de la classe ouvrière. Trahison qui n'a pu être consommée que parce que les combattants démobilisés n'aspiraient qu'à la paix, parce que la social-démocratie hésitait à accepter la charge d'une économie apparemment ruinée en ses bases essentielles. Mais aussi et surtout parce que les vainqueurs de Versailles ont facilité et encouragé la formation de véritables milices contre-révolutionnaires, en même temps qu'ils obligeaient les démocrates et les socialistes allemands à subir la honte d'une véritable capitulation.

Quant aux insuffisances de la Social-Démocratie, à son incapacité révolutionnaire, nos aînés de **La Vie Ouvrière** les avaient clairement décrites et dénoncées avant la guerre. Mais le socialisme français fut-il plus honorable en 1914 et en 1919 ?

Shirer comprend-il quelque chose à ces défaillances facilement prévisibles ? On peut en douter. Il qualifie de « syndicalistes » les leaders de la Social-Démocratie. C'est bien au contraire l'opposition foncière au syndicalisme révolutionnaire qui caractérisait ces marxistes dégénérés. Les syndicats, groupement spontané — donc mineur ! — de la classe ouvrière, devaient se tenir exclusivement sur un plan étroitement corporatif, soumis à la puissance tutélaire de l'Eglise marxiste.

Enfin à ces causes lointaines de l'hitlérisme : manque de maturité politique de la bourgeoisie allemande, anéantissement physique de la petite bourgeoisie, sous-alimentation des jeunes générations, misères catastrophiques, faillite du socialisme, répression des mouvements révolutionnaires par les gouvernants socialistes, effets brillants et durables du diktat de Versailles, il convient d'ajouter l'action communiste depuis 1924, c'est-à-dire la politique stalinienne. Nous avons déjà dit que Lénine espérait en 1919 la révolution allemande ; en 1923, Trotsky écrivait encore que l'affaire de la Ruhr était une répétition de l'Octobre russe, que toutes les conditions objectives de la prise du pouvoir par les communistes étaient réunies. Mais Lénine et Trotsky espéraient et parlaient en internationalistes. Staline ne visa qu'à affermir sa puissance impériale. Il a délibérément favorisé les progrès de l'hitlérisme. Nous n'hésitons pas à affirmer que le pacte Hitler-Staline de 1939 ne fut pas une alliance contre nature, mais la conclusion logique d'une politique menée pendant quinze ans, avec une diabolique persévérance.

LES CAUSES PROFONDES DU SUCCES HITLERIEN

France guéris des individus ! écrivait Michelet en exergue de ses chapitres sur le Consulat. C'est l'essentiel de la méthode historique la plus efficace. Pourtant les excès du « matérialisme marxiste » et la robotisation stalinienne nous portent naturellement à réagir en haussant la valeur des hommes dans l'évolution des choses. Ce n'est contradictoire qu'en apparence. On peut fort bien allier le respect de l'homme, la « valorisation » de l'action humaine à l'hostilité au culte des grands hommes, Luther, Napoléon, Lénine, Hitler auraient pu émerger à d'autres époques que les leurs et s'affirmer tels qu'ils furent. Ils apparaîtraient encore — peut-être — comme des individus exceptionnels (peut-être !...)... ils n'auraient pas exercé une influence efficace sur le cours des événements, si la Réforme du XVIe siècle, le césarisme révolutionnaire, le bolchevisme, le nazisme n'avaient pas été portés par des vagues concourantes aux sommets de tournants décisifs.

C'est là peut-être que nous déplorons l'insuffisance du livre de Shirer. Ce n'est pas en 1933 qu'Hitler a vaincu. C'est en 1930, lorsque les effets de la crise mondiale partie de New-York en 1929 s'étaient prolongés en Allemagne par une catastrophe économique et sociale sans précédent.

A cet égard, les élections nous fournissent un repérage assez sûr. En 1924, lorsque la crise ouverte lors de l'occupation de la Ruhr par les troupes de Poincaré, avait atteint son point culminant, le parti communiste (grossi de la majorité des Indépendants) passe de 442.000 voix à 3.692.000, tandis que la Social-Démocratie tombe de 10.508.000 à 6 millions 7.000. Mais un nouveau venu, le parti nazi, groupe déjà 1.918.000 voix. Pendant le redressement et la stabilisation de 1924 à 1928, remontée de la Social-Démocratie, léger recul communiste, chute du parti nazi : 907.000, puis 809.000 voix.

En 1930, léger recul socialiste, nette avance communiste, bond prodigieux du national-socialisme obtenant 6.401.000 suffrages, soit une augmentation de 800 %. Or, dans le même temps, le nombre des chômeurs totaux et partiels monte de 3.100.000 en juillet 1929 à 12.500.000 en été 1932, c'est-à-dire les trois cinquièmes de la population salariée.

Encore ces chômeurs partiels touchaient-ils un salaire réduit, ces chômeurs totaux bénéficiaient d'allocation de chômage. Mais il n'y avait ni salaires ni allocations pour les adolescents sortis des écoles depuis 1929. Ceux-là avaient déjà subi dans leur enfance une sous-alimentation que le blocus de l'Allemagne expliquait. C'est bien la crise de 1929 qui a fourni à Hitler sa clientèle et ses troupes de choc. La majorité des SS ont caché leur nudité sous l'uniforme nazi, ont trouvé leur idéal dans le fond de la gamelle nazie qui les a sauvés de la faim mortelle.

LA PRISE DU POUVOIR PAR HITLER

C'est sans parti pris que nous critiquons l'ouvrage de Shirer qui nous apporte — sans doute — des révélations édifiantes sur la prise du pouvoir de Hitler et sur la préparation à la guerre de 1939. On plutôt notre parti pris intervient pour déceler ce qui manque dans cette relation, ce qui alimente une germanophobie, inconsciente en l'âme des petits bourgeois français, ou consciemment préméditée par les politiciens qui espèrent et préparent un bloc électoral et parlementaire avec les communistes. Parti pris dont nous n'avons pas à nous excuser. Syndicalistes, pacifistes, internationalistes, nous ne prétendons pas à l'objectivité historique, lorsque nous relevons des amputations et déformations de la vérité historique favorisant les ennemis de notre idéal.

Si honnête que soit Shirer, il n'échappe d'ailleurs pas aux préjugés tendancieux. Le rôle du général Schleicher, chef de la Reichwehr, un des derniers chanceliers de la République de Weimar, semble définitivement jugé, d'après notre auteur. Sans doute, nous parut-il assez louche. Quelques semaines avant le triomphe hitlérien, Daniel Guérin, dans la « R.P. », interprétait les intrigues de Schleicher comme une entreprise pour neutraliser Hitler, en prenant dans les programmes « sociaux » hitlérien et stalinien tout ce qui pouvait être immédiatement

appliqué par un Etat fort s'appuyant sur l'armée et les syndicats. L'exécution atroce du général et de sa femme, le 30 juin 1934, lorsque Hitler liquida la fraction « gauchiste » de son parti, confirmerait après coup l'opinion de Daniel Guérin — qui ne fut pas souvent aussi clairvoyant. William L. Shirer ne se pose pas de question. La condamnation posthume du chef de la Reichwehr pourrait se fonder sur certaines révélations, quant au soutien financier clandestin du national-socialisme. Mais ceci s'explique aussi bien par un machiavélisme auquel les tueurs nazis n'ont pas laissé le temps d'aboutir. Faut-il accabler Schleicher sous le poids de responsabilités essentielles dans la fin de la République de Weimar... et pour cela affirmer sa présence sans la prouver au cours des suprêmes entretiens entre le représentant du président Hindenbourg et ceux d'Hitler. Un juge qui proclame vrai ce qui est à son avis vraisemblable disqualifie son jugement.

C'est là que notre parti pris apparaît. Car il cherche les possibilités de réaction ouvrière à ce triomphe hitlérien dont nous avons précisé les causes essentielles. Si la classe ouvrière allemande n'a pas renouvelé en 1933 son geste magnifique de 1920, c'est dû sans doute à son affaiblissement par l'énorme poids du chômage. Aussi à la pusillamité des dirigeants de la centrale syndicale. Mais aussi à l'action communiste dirigée essentiellement contre la social-démocratie. Schleicher a-t-il vraiment tenté de provoquer la grève générale ? On nous l'avait dit en 1933 et cela ne nous avait par choqués. Mais s'il est vrai qu'il avait auparavant subventionné Hitler, sur la suggestion de Nicolaï — agent secret de Staline — n'est-ce pas une preuve nouvelle de la préméditation stalinienne dans l'action de scission ouvrière, dans la campagne antisocialiste qui a abattu le seul barrage possible sur la voie triomphale d'Hitler (5).

(5) Cf. l'ouvrage que nous avons déjà cité : les mémoires du chef des Services secrets allemands.

LE PHÉNOMÈNE HITLÉRIEN

Nous ne sommes donc pas satisfaits par la narration de la prise du pouvoir par Hitler. Nous le sommes davantage par la description de la « consolidation » du pouvoir hitlérien, de 1933 à 1939. Nous trouvons même en ce long chapitre de l'ouvrage, un remarquable « condensé » qu'un historien pourrait utiliser tel quel, car l'essentiel y figure.

La question préalable se pose cependant. S'agit-il d'un système dérivé d'une idéologie, justifié par la philosophie de Hegel et de Fichte élevant l'Etat jusqu'aux sommets d'une religion exclusive dont le Dieu exige une soumission absolue des corps et des âmes ? Ou le système ne fut-il que l'accomplissement d'un nationalisme imposé par les nécessités ? En d'autres termes, l'hitlérisme se traduisait-il par l'économie fermée, l'autarcie, la rupture avec le capitalisme mondial ? Ou cette rupture aboutissant à la misère catastrophique de 1930 a-t-elle simultanément favorisé le triomphe hitlérien et imposé l'autarcie ?

Il ne s'agit pas d'une controverse d'ordre intellectuel. Un tel débat éclaire ce que l'on appelle d'un terme vague couvrant les plus redoutables déviations et les pires confusions, la lutte antifasciste. La classe ouvrière doit être avertie que toute assimilation entre l'exploitation capitaliste ordinaire, les entreprises purement réactionnaires et la mise en place d'un système totalitaire conduit au mépris de ses intérêts propres au bénéfice d'un étatisme que sa logique interne tirera vers un totalitarisme changeant de couleur sans perdre son caractère propre. C'est encore la classe se confondant dans une cohue qui assurera le succès de politiciens ordinaires ou sera menée finalement par une phalange d'automates qu'une seule volonté animera.

Quoi que puissent prétendre de naïfs doctrinaires, la différence entre le système hitlérien et le système stalinien tient exclusivement dans le processus d'industrialisation des deux peuples soumis. Pour ne saisir qu'un des aspects — essentiels d'ailleurs — de ce parallélisme, notons que l'U.R.S.S. en 1928 souffrait d'une pénurie de main-d'œuvre industrielle, tandis que l'Allemagne en 1933 disposait d'une main-d'œuvre surabondante. La collectivisation agricole menée par Staline a mis une massive armée de réserve prolétarienne à la disposition de l'industrie soviétique.

La loi hitlérienne sur la « ferme héréditaire » du 29 septembre 1933 a, selon l'heureuse formule de Shirer... « **protégé le fermier contre le risque d'une aliénation totale ou partielle de sa terre tout en le liant au sol d'une façon aussi irrévocable que les serfs de l'époque féodale.** »

On peut cependant justifier tous ceux qui jugeant le totalitarisme comme un mal nécessaire ont célébré l'efficacité de la « main de fer » pesant sur un peuple inconscient ou indolent — qu'ils fussent collaborationnistes d'hier — ou « des pas staliniens, mais... » d'aujourd'hui, telle cette bonne madame Françoise Giroud dont Guilloré relevait dernièrement l'effarant hommage à la tyrannie stalinienne, formulé par cette dame dans son « Express ».

Vous avez raison, chère madame, vous aviez raison : Déat, Brinon, Drieu la Rochelle... Hitler et Staline furent efficaces. Non parce que leur génie propre leur a fait concevoir et entreprendre une œuvre à la fois monstrueuse et miraculeuse. Le seul mérite que nous leur reconnaissions, le seul succès que nous portions à leur actif, c'est d'avoir interdit toute revendication ouvrière, d'avoir annihilé tout mouvement ouvrier libre.

La lecture du chapitre de Shirer ne nous édifie pas sur ce point — c'était déjà fait — mais confirme tout simplement ce que nous avons toujours dit à propos du régime stalinien. Que les Simonne de Beauvoir et les Françoise Giroud se pâment devant les pyramides égyptiennes, les usines de Goering, les combinats de Staline, les autostrades de Mussolini, les hauts-fourneaux de Mao Tsé Toung. Nous autres, médiocres esprits, nous ne voyons que les esclaves soumis au fouet. Et nous savons que les Spartacus sont des acteurs de la civilisation au même titre que les architectes et les ingénieurs. La révolution industrielle anglaise du XIX[e] siècle fut meurtrière et atroce, en ses premières entreprises. Le chartisme et le travaillisme, en organisant l'opposition ouvrière, ont sauvé la civilisation.

MUNICH : CAPITULATION DES ALLIES ?

C'est cependant à propos de la politique extérieure menée par Hitler jusqu'à la guerre de 1939 que nous rencontrons chez Shirer à travers des relations certainement exactes, les partis pris les plus inquiétants.

Notons encore que la probité de l'information n'est pas contestable. Ce qui est rapporté n'est inexact que par les lacunes et tendancieux par les suppositions. Nous ne reprendrons pas la suite des initiatives d'Hitler depuis la remilitarisation de la Rhénanie en 1936. Nous en venons immédiatement à Munich 1938, à la conférence de Daladier, Cham-

berlain, Hitler et Mussolini qui suivit le 29 septembre les entretiens Chamberlain-Hitler de Berchtegaden (15 septembre) et Godesberg (22 et 23 septembre) qui aboutit au rattachement immédiat à l'Allemagne des territoires allemands des Sudètes, annexés à la Tchécoslovaquie par les traités de 1919.

Mme Françoise Giroud, dans « l'Express » du 28-9-1961, tire du « livre magistral » (sic !) de William Shirer ce commentaire édifiant : « **Au moment de Munich, l'armée allemande aurait été écrasée par les armées alliées si celles-ci avaient bougé. Le rapport des forces ne jouait pas en faveur de Hitler. Et il spéculait sur la répugnance anglaise à s'engager dans un conflit armé.** »

Cette certitude repose sur deux hypothèses contestables : celle de la supériorité militaire franco-anglaise, celle d'un coup d'Etat militaire renversant Hitler en cas de guerre obligatoirement victorieuse pour les Alliés.

William Shirer interprète tout simplement Munich comme la capitulation préméditée, voulue par Chamberlain, Premier anglais. Tous ceux qui ont gardé quelques souvenirs ce ces jours tragiques n'ont pas oublié que la démarche de Chamberlain fut accueillie par un soulagement général — que d'autre part malgré son pacifisme, Chamberlain revint de Godesberg avec le sentiment que les exigences d'Hitler étaient inacceptables (6).

Mais William Shirer maintient sa thèse préalable avec une certitude qui lui fait admettre sans aucune réserve l'éventualité d'une révolte de l'état-major allemand — et d'autre part imputer à Chamberlain des pensées contraires à ses propos. Et son acharnement le conduit même à douter de la sincérité du Premier anglais, dénonçant quelques mois plus tard, en termes d'une netteté rigoureuse dont les accents nous ébranlèrent tous, le coup de force d'Hitler occupant la Tchéquie, le 15 mars 1939.

Le même parti pris intervient dans l'interprétation du rôle de Georges Bonnet, plus maltraité encore que Chamberlain (7). Nous ne suivrons pas William Shirer dans son examen de la situation militaire en 1938 et en 1939. Nous ne prenons pas parti sur cette affaire, au moins en ce papier. Mais le journaliste américain oublie un facteur singulièrement important : c'est l'opinion publique en France et en Angleterre, généralement hostile à la guerre aussi bien en 1938 qu'en 1939. Et cependant il explique l'atténuation de la portée des deux appels du président Roosevelt en 1938 par la nécessité pour celui-ci de ménager l'opinion publique américaine (8).

Sans doute, ne dissimule-t-il rien des négociations qui ont préparé le fameux pacte Hitler-Staline de septembre 1939 et des conséquences du tournant stalinien. Mais il confirme implicitement l'alibi du dictateur russe, en rappelant l'absence de l'U.R.S.S. à Munich, le désir qu'il attribue à Georges Bonnet d'orienter l'Allemagne vers l'Est, la mauvaise volonté des dirigeants anglais et français lors des pourparlers engagés avec l'U.R.S.S. jusqu'en septembre 1939 pour la conclusion d'une triple alliance militaire.

Il nous apparaît d'une sinistre bouffonnerie d'imaginer Staline, fidèle à des engagements pris ou à une politique concrétisée par des pactes et des traités. Mais, là encore, nous voulons voir l'essentiel, à travers les aléas et les accidents des démarches et initiatives des gouvernements. Or si les chroniques de William Shirer nous instruisent plus ou moins exactement sur les événements qu'il a suivis quotidiennement, le recul du temps permet d'évaluer les causes dominantes des accords, des échecs et des conflits.

Munich a conclu provisoirement l'affaire des territoires allemands annexés à la Tchécoslovaquie. Les obstacles à une alliance militaire de la Grande-Bretagne, la France et l'U.R.S.S. furent principalement le refus de la Pologne et de la Roumanie d'ouvrir aux armées soviétiques, par le passage sur leurs territoires, la route vers les frontières allemandes.

Or la capitulation allemande de 1945 n'a abrogé qu'en apparence les accords de Munich. On a rendu à la Tchécoslovaquie les territoires annexés par Hitler en 1938, mais en procédant à une déportation massive de leur population allemande. C'est-à-dire que l'on a confirmé la thèse du parti munichois quant à l'impossibilité de maintenir une minorité allemande sur des terres dépendant de l'Etat de Prague.

D'autre part, l'accord secret germano-soviétique de 1939 aboutissant à la liquidation de l'Etat polonais, les violences commises par Staline, grâce à cet accord, contre la Roumanie en 1940, la vassalisation en 1945 de la Pologne et de la Roumanie, obtenue par l'action des armées soviétiques, justifient a posteriori l'opposition des gouvernements de Varsovie et de Bucarest à des opérations militaires soviétiques sur leurs territoires nationaux.

Et vraiment si les démonstrations de William Shirer édifient nombre de Français, on s'étonne que les révélations de M. Khrouchtchev sur la tyrannie stalinienne ne les instruisent pas sur la similitude des deux systèmes, l'équivalence des responsabilités criminelles des deux dictateurs.

UNE CAMPAGNE ORIENTEE

Cette longue critique du livre de William Shirer est-elle utile ? N'est-elle pas démesurée ? Si c'était une simple étude bibliographique de tels reproches seraient justifiés. Ce n'est pas non plus un prétexte pour prendre à nouveau position sur un problème que nous croyons très important.

Du point de vue d'une chronique d'un passé récent, l'ouvrage de Shirer est à lire. Nos avertissements ici devraient inciter nos camarades à cette lecture. Justement parce que cette chronique — normalement tendancieuse — peut provoquer des

---

(6) Cf. à ce propos les numéros du « Crapouillot » sur la guerre de 1939-1945 et dans le dernier numéro consacré à *l'Histoire du Communisme*, l'article de J. Galtier-Boissière sur la situation au moment de Munich.

(7) Georges Bonnet n'avait évidemment pas l'envergure d'un Caillaux ou d'un Briand. Il ne fut nullement, comme on l'a dit et répété, un précurseur de la cinquième colonne, un collaborationniste hitlérophile, ni un partisan de la paix à tout prix. Un politicien comme tous les autres, plus intelligent que beaucoup d'autres, plus humain aussi. Il a peut-être espéré qu'Hitler tenté par l'Est négligerait l'Ouest. Staline a agi pour retourner la formule. Ce qui fut génial chez celui-ci serait trahison chez celui-là.

Notons que si les antihitlériens réfugiés en France furent tracassés, lors de la réception de Ribbentrop en fin 1938, ils vivaient encore normalement en France aux sombres jours de 1940. Georges Bonnet ne les a pas déportés comme les révolutionnaires antisoviétiques placés en résidence surveillée, lorsque M. Khrouchtchev vint en France en 1958 — ou tout simplement remis à la Gestapo comme les antihitlériens et les juifs réfugiés en U.R.S.S., lors de l'application du pacte Hitler-Staline en 1939.

(8) On comprend la prudence de Roosevelt. Et nous n'oublions pas que sans l'intervention américaine, Hitler n'aurait pas été abattu. Mais on a le droit de supposer qu'une nette prise de position des Etats-Unis peut faire hésiter un dictateur au bord du gouffre. C'était vrai en 1939. Ce l'est aussi en 1962.

recherches et des critiques. La « R.P. » s'adresse à un public qui ne désire pas la béate satisfaction des certitudes.

Le débat n'a jamais été sérieusement ouvert sur le phénomène hitlérien. Certes on a correctement décrit, analysé et défini, les monstruosités du nazisme. Mais un diagnostic suffit-il aux savants et aux praticiens de la médecine curative et de l'hygiène préventive ? Nous avons relevé un précieux aveu de Togliatti : la déstalinisation ne nous éclaire pas sur les causes du « culte de la personnalité ». Dénoncer les crimes de Staline et d'Hitler c'est besogne stérile, si l'on ne cherche pas les lois générales qui peuvent se dégager de multiples localisations dans le temps et l'espace — c'est besogne nocive, si l'on résume en Staline tout le passif du régime soviétique — **c'est inquiétante et redoutable entreprise, si l'on juge Hitler comme un produit spécifiquement allemand, comme un moment de l'histoire allemande.**

Vu sous cet angle, l'ouvrage de Shirer et son succès exceptionnel nous paraissent singulièrement révélateurs. Le rapprochement que nous tentons entre le stalinisme et l'hitlérisme n'est pas simple exercice polémique. Une littérature surabondante et de nombreux films à mondiale diffusion (sans négliger de multiples productions dramatiques) sont consacrés au phénomène hitlérien ou inspirés par lui. Le phénomène stalinien demeure réservé à des séances de clubs fermés. L'opinion mondiale a été fortement secouée par les effets spectaculaires du dernier congrès communiste de l'U.R.S.S. Mais justement, ce que l'on a mis en relief, c'est la déstalinisation, comme si la disqualification de Staline soulageait et allégeait des consciences troublées parmi les ex-staliniens, les néo-antistaliniens, les admirateurs des Spoutnik et des Gagarine, les nostalgiques évocateurs de l'alliance franco-russe.

Cette disproportion entre les deux procès ne choque personne, même pas nos amis les plus proches. Et cependant... Même — ce que nous nions — si l'on date de 1953 la fin de l'ère stalinienne, il reste qu'elle a duré de vingt-cinq à vingt-huit ans. Hitler n'a régné que douze ans. Non seulement Staline a soumis une population indigène deux fois et demie supérieure à celle du Grand Reich, mais son autorité s'est exercée sur des millions de travailleurs et des milliers de politiciens dans le monde entier, tandis que celle d'Hitler n'a jamais dépassé l'aire d'opérations de son parti et de ses armées. S'il n'y avait pas eu l'abominable extermination des juifs, les atrocités hitlériennes ne supporteraient pas la comparaison avec celles commandées par Staline, et même si la sinistre et macabre comptabilité est sérieusement établie, Staline l'emporte encore largement par l'étendue et le poids de ses performances criminelles. Sur le plan des responsabilités et des risques de guerre, le classement est moins facile, mais les deux complices de 1939 ont droit incontestablement aux deux premières places sur le palmarès... peut-être ex-œquo... certainement avec une avance infiniment longue sur tous les autres...

La déstalinisation prévisible dès 1953, engagée en 1956, n'a été officiellement consacrée qu'en 1961. C'est donc un phénomène contemporain, dont l'importance devrait multiplier les informations contradictoires, les débats et les polémiques. La mort d'Hitler et l'anéantissement total de tout son système datent de 1945, soit de seize ans ; la génération allemande qui se stabilise aujourd'hui dans la maturité est composée de gens qui n'étaient pas sortis de l'adolescence lors de l'écroulement du Troisième Reich. Aucun des lieutenants d'Hitler, aucun des responsables nationaux du parti hitlérien, n'est encore vivant.

Au contraire tous les dirigeants de l'U.R.S.S. et des gouvernements et partis vassaux, tous les responsables des institutions soviétiques ont grandi et prospéré sous Staline, grâce à Staline, par leur servilité à l'égard de Staline. Il faut une fourchette à escargots pour tirer au jour quelques survivants de l'hitlérisme. Les cuves de l'Enfer ne suffiraient pas pour contenir tous les héritiers de Staline, hélas ! vivants et virulents.

L'historien impartial peut déjà rassembler les éléments d'une histoire de l'hitlérisme. Les procureurs et les juges devraient intervenir pour engager de multiples procédures contre les responsables et les complices du stalinisme.

Or, c'est exactement le contraire qui se produit. On laisse les profiteurs du stalinisme profiter de la déstalinisation avec la tranquillité de jardiniers étendant leur fumier sur de nouvelles semences. Parallèlement, jamais la dénonciation des crimes hitlériens n'a provoqué autant de tapage, de bruit, de fureur ; jamais on n'a publié autant d'ouvrages, projeté autant de films, ouvert autant d'enquêtes sur les atroces aberrations et les crimes monstrueux de l'hitlérisme. Maurice Thorez, fils du peuple, peut renier — ô ! avec une charmante pudeur — son grand-père... le père du peuple. Nul n'oserait le déranger — sinon quelques publicités classées dans la réaction ou quelques maniaques incurables comme nous — dans son acte de contrition ou plutôt en sa touchante expression d'innocence trompée. Tandis que l'on n'accorde à Adenauer que le bénéfice du doute ou de l'indulgence méprisante à propos de son emprisonnement sous Hitler.

LA HAINE DE L'ALLEMAGNE : ARME PRINCIPALE DE KHROUCHTCHEV

Ce double parti pris n'est certainement pas simple effet du hasard. On pourrait sans doute attribuer à la bochophobie latente des petits bourgeois français l'insistance avec laquelle on s'acharne sur l'Allemagne post-hitlérienne. Mais lorsque cette sévérité s'apparente à la sympathie plus ou moins franche pour Khrouchtchev, lorsqu'elle caractérise les gens qui ne voient comme politique antigaulliste que l'intégration du parti communiste français dans un nouveau rassemblement antifasciste ; lorsque des campagnes brutales ou insidieuses prolongent en France les imprécations khrouchtcheviennes contre les dangers **actuels** du militarisme allemand... — nous serions impardonnables de ne pas réagir nettement après avoir exercé notre vigilance à dissiper de redoutables confusions.

LE ROLE D'UN ORGANE DE GAUCHE

Un ami qui lit par dessus mon épaule me dit avec un sourire entendu : « Avoue donc que si tu attaques ainsi le livre de Shirer, c'est pour atteindre « l'Express » qui publie l'ouvrage en feuilleton... Avant de t'en prendre aux préjugés des autres, ne pourrais-tu guérir des tiens ? »

Mais je n'ai rien à avouer... J'affirme explicitement mon intention d'incriminer « l'Express ». Et je n'aurais certainement pas consacré tant de temps à cet ouvrage, si son exploitation par « l'Express » n'avait éveillé mon attention et accentué ma défiance.

C'est qu'il s'agit là d'une des publications les plus dangereuses de notre temps. La clientèle de « l'Express » se recrute sans doute dans la petite

bourgeoisie progressiste, parmi les enseignants, les intellectuels, les étudiants, aussi dans une fraction relativement importante de ce que l'on appelle l'aristocratie ouvrière. C'est là un public ordinairement sympathique, que sa curiosité porte vers toutes les activités « culturelles », que sa générosité tire vers les audaces d'une opposition raisonnable, ce qui ne veut pas dire « modérée ». « L'Express » est intelligemment composé, harmonieusement équilibré, habilement présenté. Et l'encartage du supplément de « Madame Express » prouve que l'hebdomadaire peut satisfaire des dames « aisées », « non-salariées », disposant de loisirs et de ressources confortables. Au délicieux frisson que vous apportent les pages politiques, au contentement procuré par des critiques littéraires et artistiques non-conformistes, s'ajoute la tentation des articles de luxe offerts par les conseils de « Madame Express » et dont l'acquisition dépasse largement les marges d'un salaire d'ouvrière, même d'un traitement d'institutrice.

Que nous puissions tirer profit de certaines études de « l'Express », que nous approuvions chaleureusement la plupart des campagnes entreprises, voilà qui aggrave encore le danger. Car en créant cette « atmosphère » de sympathie, on vise un but politique qui se dessine avec de plus en plus de netteté. Tous ces gens que l'on a séduits par l'hostilité au paternalisme gaulliste, la dénonciation de l'arbitraire et des tortures, les encouragements à l'anticolonialisme, la surenchère anti-impérialiste — donc anti-américaine — la sollicitude pour les salariés, on les mène doucement jusqu'au bord du gouffre, pour qu'ils s'accrochent au dernier... « espoir »... une majorité électorale de gauche... des politiques providentielles qui renouvelleront — sans doute avec le même succès — les expériences passées du Bloc des Gauches, du Rassemblement populaire, du Front républicain de 1956.

Ces possibilités sont soumises à une double opération préalable : gagner les communistes à l'intérieur — bénéficier à l'extérieur de la neutralité bienveillante de l'U.R.S.S.

Nous n'examinerons pas aujourd'hui les chances de cette prévision. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Ce qui nous importe ici, c'est de signaler que la méfiance à l'égard de l'Allemagne révèle l'orientation de cette politique, soit qu'on y voie une « synchronisation » spontanée du jacobinisme français, du pacifisme verbal, du communisme international — soit que l'on s'efforce de concilier les intérêts républicains et les perspectives d'alliance franco-russe, afin de neutraliser les nationalistes en s'accolant aux communistes, ou de neutraliser les communistes en entraînant les nationalistes.

Il est un test efficace pour déceler la germanophobie spontanée ou délibérée. C'est le désir de « singulariser » le destin allemand, d'expliquer toute politique allemande par un « germanisme » irréductible. On ne jugera pas le nationalisme, le cosmopolitisme, le pacifisme, le bellicisme... le lyrisme et le romantisme conçus et exprimés en Allemagne comme des manifestations particulières, localisées, de tendances universelles, comme des variétés de vertus ou de maladies visibles chez des hommes et des peuples répartis sur la surface du globe. On opposera tout ce qui naît et se développe outre-Rhin à tout ce qui vit et prospère en-deça du Rhin ou au-delà de l'Oder. Lisez un manuel officiel d'histoire et vous serez édifiés. La dictature en France, c'est un accident ; en Allemagne, c'est une loi naturelle. La démocratie allemande ne se conçoit que sous une forme militarisée. Un pacifiste allemand, c'est un fou ou un hypocrite. Vous croyez que j'exagère. Souvenez-vous de Scheidemann, ce ministre allemand qui fut, avec Briand, l'homme de Locarno et de l'accord franco-allemand. Nos faiseurs de manuels, profitant d'une erreur de traduction, ne manquent pas de le traiter de « finassier » roulant le « candide » (? !) politicien français. Les élections allemandes menées sous le signe d'une confrontation libre et loyale des partis et des programmes ont assuré le succès des chrétiens-démocrates représentés par Adenauer qui a toujours été discuté au sein de son parti, qui même disposant de la majorité absolue au Bundestag, n'a jamais pu dominer le fédéralisme représenté au Bundersrath. Les journalistes français, ceux de « l'Express » en particulier, n'ont pas cessé de parler, pour la louer ou la blâmer, de la dictature du chancelier...

LE DANGER ALLEMAND VU PAR « L'EXPRESS »

Non seulement « l'Express » a publié de nombreux reportages et articles portant une interprétation toujours tendancieuse des réalités allemandes, mais il s'efforce de discréditer tout ce qui est allemand, soit en jouant sur la peur de l'hitlérisme, soit en dévaluant toutes les entreprises économiques, sociales, morales de l'Allemagne de l'Ouest. Les citoyens de la République fédérale sont présentés soit comme des nazis clandestins aspirant à une nouvelle guerre, soit comme des pleutres incapables de défendre un idéal.

Le pire c'est que, justifiant le slogan : **nous ne voulons pas mourir pour Berlin,** les collaborateurs de « l'Express », qu'ils soient ordinaires et sans relief — ou occasionnels et « éminents », n'ont pas cessé de minimiser, jusqu'à la caricature et l'outrage, la révolte des Allemands de l'Est, en ridiculisant même la hantise d'une agression soviétique. Vous avez le choix entre la stupidité délirante du journaliste allemand de « grande réputation » attribuant les succès économiques de l'Allemagne fédérale à l'utilisation des chefs hitlériens... disponibles ! — et la désinvolture frisant la goujaterie de M. Erval répondant aux imprécations du speaker de Pankov : les jeunes filles que j'ai vues dans un camp de réfugiés n'auraient guère de succès comme entraîneuses dans une boîte de nuit.

Et le leader M. J.-J. Servan-Schreiber, dont nous avions pourtant apprécié la lucidité courageuse lorsqu'il écrivit son « retour d'Algérie », donne le ton. Sa clairvoyance éclate dans l'article qu'il publia le 13 juillet 1961 sous le titre « Confortable apocalypse ». Il s'efforce, en effet, — et sur quel ton — de dénoncer l'affolement de l'Occident, à propos de Berlin. Entendons-nous, ce grand politique ne s'en laisse pas conter. Il sait bien que tout cela c'est de la frime... c'est même une escroquerie politique. Kennedy, Adenauer, Franco et de Gaulle savent bien que Berlin ne courait aucun danger, mais Kennedy profite de l'affolement pour atténuer ses échecs de Cuba et du Laos ; Adenauer en profite pour réclamer l'armement automatique de la Wehrmarcht ; Franco triomphe (cette intervention insolite du dictateur espagnol prouve quelque adroite perfidie) et de Gaulle y voit un merveilleux dérivatif à l'impasse algérienne.

S'agiter pour la défense de Berlin-Ouest dont l'existence risque d'être directement menacée d'ici à l'automne ? **Ce n'est pas sérieux,** dit M. Servan-Schreiber **le 13 juillet 1961.** Un mois plus tard, ce farceur de Khrouchtchev faisait élever le mur à l'intérieur de la ville, histoire d'agacer Kennedy, Adenauer, de Gaulle et... Franco. Et poussant fort loin la plaisanterie (ces Allemands même soviétisés manquent toujours de mesure et de tact) les Vopos d'Ulbrecht abattaient les jeunes farceurs qui s'amusaient à franchir les barbelés de cette « parodie d'apocalypse »...

Le 21 décembre, « l'Express » publie un entretien avec François Erval et Michel Bosquet intitulé · **L'Allemagne est-elle dangereuse ?** On croit rêver en lisant aussi bien les propos de Bosquet sévère que ceux d'Erval indulgent. Savez-vous pourquoi on pose la question d'une renaissance du nazisme ? Parce

qu'on a arrêté un citoyen yougoslave accusé de crimes de guerre... Une preuve de cette renaissance ? La démarche du gouvernement soviétique exigeant l'extradition du général Heusinger dont on s'aperçoit, au bout de dix-huit ans, qu'il a fait massacrer 50.000 citoyens soviétiques en Biélo-Russie, dossier conclu, par une curieuse coïncidence, lorsque ce général allemand est devenu président du Standing Group de l'O.T.A.N.

Bien entendu, l'argument-massue, c'est la présence dans les administrations fédérales d'hommes ayant eu des postes de responsables sous le III[e] Reich. Ne répliquez pas que les juges et les fonctionnaires devaient sans nul doute s'affirmer respectueux de l'ordre hitlérien, comme en France ils devaient jurer fidélité à Pétain. N'objectez pas que William Shirer en son magistral ouvrage (Françoise Giroud dixit) affirme que l'état-major allemand projetait de renverser Hitler... tout en affichant son loyalisme.

Mais le plus beau c'est que Erval rappelant timidement qu'en Allemagne de l'Est, **le ministre de l'Agriculture est un ancien nazi ainsi que le président du Tribunal suprême,** Bosquet répond : « **Il y a une différence, c'est que le poids de l'armée est-allemande au sein du Pacte de Varsovie est infiniment plus faible que celui de l'armée ouest-alemande au sein de l'O.T.A.N.** »

« **Différence importante,** reconnaît le contradicteur, **dans une perspective internationale.** » Ce qui veut dire en termes clairs qu'en 1961 le danger belliciste est représenté exclusivement par les éléments allemands, à l'Est comme à l'Ouest (9).

L'éducation démocratique du peuple allemand aurait, selon Erval, été ratée des deux côtés. Pourquoi à l'Ouest ? Parce qu'il y a Adenauer... élu chancelier après des élections **libres**, obligé de compter avec une opposition qui s'affirme **librement** au sein de son propre parti. En France, la démocratie est représentée par Mongénéral, ou l'O.A.S. ou Thorez et ses alliés. Nous sommes vraiment qualifiés pour nous poser en magisters démocrates. Il est vrai qu'il y a l'exemple des démocraties populaires !

Passons sur Adenauer reprenant, selon l'un, toutes les traditions de l'impérialisme allemand, tandis que l'autre lui accorde quelque crédit parce qu'il est « antiprussien » (?). Constatons l'accord entre les deux journalistes quant aux bénéfices de l'union des deux Allemagne, permettant de combattre l'irrédentisme de l'Ouest allemand (?), de rendre à l'Allemagne ses débouchés traditionnels à l'Est, afin de diminuer sa pression « agressive » sur le Marché commun (10).

Ces deux collaborateurs de « l'Express » sont présentés comme des gens qui connaissent bien l'Allemagne et les Allemands... Et les lecteurs qui se croient cultivés et avertis gobent sans hésitations de semblables informations ou déformations, dont on ne sait si elles prouvent plus d'ignorance que de mauvaise foi... ou le contraire.

Dans le même numéro de « l'Express », on trouve également un reportage de Michèle Manceaux sur la projection à Berlin du film de Stanley Kremer : « **Jugement à Nurenberg** ». Cette charmante collaboratrice de « Madame Express » s'avoue perplexe... mais oui ! — parce qu'on lui a dit à Berlin-Ouest que l'Allemagne soviétisée n'était plus qu'un camp de concentration, alors qu'un tour à Berlin-Est lui a montré des lumières et des décorations de Noël aussi brillantes qu'au delà de la porte de Brandebourg. Elle a vu sans en être troublée les fleurs qui marquent les emplacements où furent tués ceux qui tentèrent de s'échapper... Et, bien entendu, son reportage se termine par la réplique finale du film : « **Tous les condamnés du procès sont aujourd'hui libres...** » **Après seize ans,** ajouterons-nous !

« L'Express » représente donc bien les traditions germanophobes et les promesses d'une alliance franco-russe. Il tend à perpétuer les souvenirs les plus douloureux de la guerre hitlérienne en négligeant ou méprisant la volonté pacifiste d'un peuple qui veut liquider un passif atroce pour lequel il a déjà lourdement payé. Et cette « gauche » prend position beaucoup plus par parti pris anti-allemand que par convictions antihitlériennes. Car ces champions du libéralisme et de la démocratie paraissent beaucoup plus discrets et pudiques lorsqu'il est question de l'asservissement des peuples de l'Est, des crimes staliniens ou des provocations khrouchtcheviennes.

Au baptême du Rassemblement populaire, on nous invitait à chanter « la Marseillaise » et « l'Internationale ». « La Marseillaise » suffit aujourd'hui aux petits bourgeois jacobins et aux communistes. Et le couplet de « l'Internationale » sur les généraux doit être inconnu en U.R.S.S. Mais nous avons entendu monter de Berlin en juin 1953 un vieux chant révolutionnaire : « **Frères, marchons ensemble vers la liberté...** » Puisse sa résonance réveiller ceux qui se laissent bercer par les mélodies de « l'Orient-Express »...

Roger HAGNAUER.

P.-S. — J'entends les objurgations de certains. Il est odieux de s'acharner contre « l'Express », victime de l'arbitraire du pouvoir se manifestant par de nombreuses saisies avant distribution.

Distinguons, s'il vous plaît. Non seulement je ne néglige pas ces atteintes continuelles à la liberté de la presse, mais je m'étonne de la faiblesse de la réaction des libéraux et des démocrates. La Ligue des Droits de l'Homme — aux initiatives souvent discutables — aurait là en organisant la protestation une bonne occasion de revenir à ses plus saines traditions. La Fédération du Livre, également...

Ces saisies d'ailleurs non seulement ne nuisent pas au succès de « l'Express », mais le renforcent en le prouvant. Il faut se féliciter que l'on puisse toujours se procurer le numéro remanié après saisie dans tous les kiosques et toutes les boutiques. « Le Monde Libertaire », victime du même arbitraire, n'a malheureusement pas cette chance.

Mais je me refuse à modifier mon jugement sur un journal dangereux selon les coups que le pouvoir lui inflige. Que « l'Express » se compose et se diffuse librement ! Que nous ayons la pleine liberté de le critiquer, sans espérer une diffusion égale à la sienne ! Ce n'est pas contradictoire.

Au reste, lorsque pendant la première guerre mondiale jusqu'en 1917, Anastasie sévissait... ses deux principales victimes furent « l'Homme Enchaîné », de Clemenceau, et « la Guerre Sociale », de Gustave Hervé. Clemenceau au pouvoir, son... Homme redevint **libre...** et l'ex-pioupiou de l'Yonne justifia par son bellicisme délirant le nouveau titre de son canard : « La Victoire ». Expérience à méditer...

---

(9) Il n'y a *rien, absolument rien* de vrai dans toutes ces accusations ou insinuations — rien que les produits d'une imagination morbide.

Rappelons encore que la loi militaire allemande est la seule *qui légalise non seulement l'objection de conscience, mais encore le refus d'obéissance* — que tous les observateurs sérieux ont noté la répugnance presque unanime du peuple allemand pour une nouvelle militarisation — enfin que les démocrates allemands craignant aussi la renaissance d'une nouvelle armée nationale, souhaitaient une armée européenne... Projet saboté par une majorité hétéroclite où M. Mendès-France et ses amis jouèrent un rôle déterminant.

(10) Cette curieuse allusion au Marché commun n'exprime aucune réalité sérieuse mais nous renseigne sur les inspirateurs... Il y a longtemps que l'on a caractérisé l'espèce des... « ploutocrates-démagogues ».

Problèmes sociaux et cuisine électorale au Portugal

Rappelons avant toute chose qu'il n'existe au Portugal qu'un seul parti : « L'Union Nationale », instrument du dictateur Salazar.

La politique de répression suivie par le gouvernement, en réponse aux demandes d'autonomie sociale, économique et politique exprimées par la population de l'Angola, a provoqué des protestations de la part des démocrates portugais. La période électorale, dans l'étroite marge des possibilités d'expression, a contribué à ce que de sévères critiques soient formulées à l'encontre de l'orientation suivie par le chef du gouvernement. En raison des conditions mêmes dans lesquelles se préparait la consultation électorale, les candidats de l'opposition ont refusé de se présenter.

Diverses études et travaux ont cependant pu être publiés, qui reflètent des opinions libérales, et notamment une vigoureuse critique de l'organisation corporatiste salazariste, rédigée par l'ingénieur Lino Neto, choisi par l'opposition comme éventuel candidat aux élections.

La caricature de consultation électorale présente souvent des formes absurdes. C'est ainsi que des citoyens privés de leurs droits électoraux par jugement des tribunaux « plenarios » frappant les délits politiques, reçoivent leur bulletin de vote. Ces mêmes citoyens diminués — et c'est le cas pour plusieurs ouvriers de l'Imprimerie Nationale de Lisbonne — sont « interdits » sur les lieux de travail, ne peuvent plus exercer leur profession dans les établissements publics, mais en même temps ne peuvent percevoir les indemnités ou les pensions auxquelles ils ont droit et pour lesquelles ils ont cotisé pendant des dizaines d'années.

Autre exemple : un des candidats de l'opposition, Gilberto Ramos, employé à la Compagnie des chemins de fer de Lisbonne — entreprise où dominent les capitaux anglais — a été licencié. La décision lui a été signifiée après que l'opposition eut décidé de retirer ses candidats de la consultation électorale. Le motif allégué était cependant d'avoir fait acte de candidature sur une liste de l'opposition. Toutes les protestations de la victime reçurent une seule réponse de la part de la Compagnie : il s'agit d'un ordre du gouvernement portugais.

Ces continuels abus de pouvoir ne résolvent pas pour autant les problèmes présents, non plus que les questions de fonds. Les dépenses considérables engagées pour le transport et l'entretien des troupes et l'entretien des troupes envoyées pour la répression en Afrique pèsent directement sur l'équilibre économique du pays, si bien que le chômage s'étend dans plusieurs industries, notamment dans le Nord.

En dépit des déclarations fracassantes de l'ancien ministre des Corporations, Veiga de Macedo, devenu président de l'Union nationale et élu député, le système d'assistance sociale fonctionne de façon plus que précaire, alors que les besoins de la population se font toujours plus pressants et que les « bénéficiaires » contribuent largement au financement des caisses.

Sur un plan plus général, l'opinion attend avec intérêt les réactions mondiales après le refus du gouvernement de Salazar de fournir aux Nations Unies les renseignements concernant la répression en Angola.

A. B.

NOS DEUILS

Paul BERLOT

Notre ami Paul Berlot, cheminot syndicaliste, est mort à Paris le 13 décembre 1961.

Pris d'un malaise dans le métro, à la station Odéon, il dut être transporté à l'hôpital Cochin. Mme Berlot et sa fille, aussitôt prévenues, se rendirent à l'hôpital. Mais il ne fut pas capable de les reconnaître...

Il a été inhumé au cimetière de Pantin.

***

Berlot était un militant cheminot du réseau Est. Déjà, en 1925, il comptait parmi les opposants à la rééligibilité des fonctionnaires syndicaux de la C.G.T.U.

Il fut des nôtres au Congrès de Bordeaux en 1927. Il y représentait l'Union Locale Mixte de Châlons-sur-Marne.

A Châlons-sur-Marne, il avait été le créateur de l'unité des cheminots. Puis son initiative s'était étendue aux autres corporations.

Berlot fut aussi du Congrès de 1929. Il monta à la tribune de la Grange-aux-Belles avec une rose et c'est avec le sourire qu'il fit face aux interruptions des communistes.

Tout naturellement il s'inscrivit au Comité des « 22 » pour la reconstitution de l'unité syndicale. Il collabora au « Cri du Peuple ».

Nous n'oublierons pas de rappeler qu'il se consacra pendant toute une période aux tâches administratives de la « R.P. » et à la permanence de la rue de Tracy.

Sa retraite ne l'empêcha nullement de continuer toutes ses tâches bénévoles : il s'occupait encore d'une Mutuelle de cheminots retraités. Il venait chaque année pointer les comptes de la Solidarité Syndicaliste. Mais il avait dû y renoncer il y a quelque temps.

Nous adressons nos condoléances à sa femme et à sa fille.

Le compagnon Auguste MOUGEOT

Auguste Mougeot (1), qui vient de mourir le 20 juillet 1961 à Melay (Haute-Marne), mérite doublement le titre de Compagnon.

Il était Compagnon plâtrier-peintre, métier qu'il exerça toute sa vie, librement et à la perfection.

Il fut, en même temps, Compagnon anarchiste de la Belle Epoque libertaire.

Il fréquenta longtemps cet extraordinaire Groupe Libertaire d'Epinal dont le siège était la boutique de coiffeur de Victor Loquier.

Victor Loquier s'était inspiré de son père spirituel, le Père Lapurge, et il avait fait de sa boutique de coiffeur un centre étonnant de propagande anarchiste.

De février 1910 à juillet 1914, il sortit de cette boutique 221 numéros d'un journal hebdomadaire de quatre pages, autographié par les militants du Groupe libertaire : Loquier père, Loquier fils, Lucien Cousin, et bien d'autres.

C'était « La Vrille », feuille d'éducation sociale, vendue cinq centimes.

De son Longwy, Mougeot collaborait à « La Vrille » et la diffusait avec ardeur. La guerre de 1914 réduisit à néant cette activité.

Les survivants se retrouvèrent, et la plupart d'entre eux entrèrent au Parti communiste pour soutenir la Révolution russe.

Mougeot continua à servir sans tapage.

On ignore généralement comment Clara Zetkin, déléguée de l'Internationale Communiste, avait pu, en décembre 1920, parvenir au congrès de Tours à la barbe des policiers.

Ce fut grâce au compagnon Mougeot.

M. CHAMBELLAND.

---

(1) Il avait donné à l'Institut d'Histoire sociale, voici plusieurs années, sa riche bibliothèque sociale.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 5 DECEMBRE. — Au Caire, arrestation de trois fonctionnaires français.

Combats à Elizabethville entre troupes de l'O.N.U. et soldats katangais.

En **République Dominicaine** proclamation de la loi martiale.

MERCREDI 6. — Le gouvernement décide la dissolution du Comité de Vincennes favorable à l'Algérie française.

JEUDI 7. — Tranfert de **Ben Bella** à Aunoy.

A Rome, négociations **franco-tunisiennes** sur Bizerte.

Accord d'association entre **la Grèce** et les six **du Marché commun.**

Grève de 24 h. des 3 syndicats (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) des **Forges de Hennebout** suivie d'une grande manifestation à Lorient.

SAMEDI 9. — Indépendance du **Tanganyka.**

Au congrès de la **Fédération syndicale mondiale** à Moscou, discours de M. Khrouchtchev.

DIMANCHE 10. — L'U.R.S.S. rompt ses relations diplomatiques avec **l'Albanie.**

LUNDI 11. — Grande-Bretagne et Etats-Unis décident de reprendre les contacts avecc Moscou sans participation de la France.

Le budget est voté à **l'Assemblée Nationale** par 302 voix contre 192.

Fin de la grève des **cheminots** en Argentine.

Rupture des relations diplomatiques entre **Cuba** et **la Colombie.**

MARDI 12. — **L'U.R.S.S.** demande l'extradition du général allemand Heusinger, président du Comité permanent de l'O.T.A.N., comme criminel de guerre.

JEUDI 14. — Election du président de la **République syrienne.**

Le président Kennedy accepte d'agir en médiateur entre l'O.N.U. et le gouvernement katangais.

Relèvement à 9.600 NF par an du plafond **de la Sécurité Sociale.**

VENDREDI 15. — **L'Assemblée Nationale** repousse la motion de censure socialiste et radicale qui obtient 199 voix.

A **Jérusalem,** condamnation à mort de Eichmann.

Rupture des relations diplomatiques entre **Cuba** et **Panama.**

SAMEDI 16. — Assassinat en Algérie du colonel Rançon **par l'O.A.S.**

Attentats organisés par une organisation africaine en **Afrique du Sud.**

DIMANCHE 17. — Les troupes indiennes pénètrent dans les enclaves portugaises de Goa. L'O.N.U. saisie par le Portugal, rejette une motion approuvant l'Inde — mais à cause du véto soviétique ne peut voter pour le cessez-le-feu.

LUNDI 18. — A Bruxelles conseil des ministres du **Marché commun.**

Formation en **République Dominicaine** d'un Conseil d'Etat comprenant des membres de l'opposition.

A Bruxelles, congrès du **Parti socialiste belge** : défaite du mouvement populaire wallon.

La Confédération des **syndicats médicaux** dénonce les accords avec la Sécurité Sociale.

Grève des ouvriers **du Livre** à Nancy.

MARDI 19. — Interruptions de travail contre l'O.A.S. ; une manifestation sur la voie publique, interdite par le gouvernement, rassemble des milliers de manifestants brutalisés par la police.

Le président **indonésien** ordonne de planter le drapeau indonésien sur la Nouvelle-Guinée hollandaise.

Pourparlers **Adoula-Tschombé au Congo** : cessez-le-feu décidé.

MERCREDI 20. — Démission de Morgan Philipp, secrétaire général au **Labour Party.**

L'O.N.U. décide d'émettre un emprunt de 200 millions de dollars pour couvrir ses dépenses au Congo.

JEUDI 21. — Aux Bermudes rencontre du **Président** Kennedy et du **Premier anglais** Mac Millan.

Ajournement au 16 janvier de la **conférence nucléaire** de Genève.

SAMEDI 23. — Le président Nasser annonce la nationalisation de **toutes les terres égyptiennes** appartenant à des étrangers. Les Français ne sont plus admis en Egypte.

L'Egypte rompt ses relations avec le Yemen.

MARDI 26. — Livraison d'unités navales soviétiques et tchèques à l'Egypte.

VENDREDI 29. — Message du président de Gaulle.

D'où vient l'argent?

MOIS DE DECEMBRE 1961

RECETTES :

Abonnements ordinaires	587,83	
Abonnements de soutien	337 »	
		924,83
Souscription		93,50
Vente au numéro		42,50
Vente des livres et brochures		103,30
Vente des tracts « Choisir »		79 »
Divers		9,10
Total des recettes		1.252,23
En caisse à fin novembre		589,17
		1.841,40

DEPENSES :

Impr. et pap. « R.P. » nov. 61 (complém.)		772,77
Frais d'expédition		95 »
Autres frais généraux		214,76
Rassortiment en livres et brochures.. ..		68,10
Divers		59,29
Total des dépenses..		1.209,92
En caisse à fin décembre :		
Espèces	0,77	
Chèques postaux	630,71	
		631,48
		1.841,40

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Ferdinand Charbit (Haute-Garonne), 30 ; Maurice Fichet (Seine-et-Oise), 30 ; René Goffin (Belgique), 50 ; Marthe Guillaume (Loire), 60 ; Jean Hémy (Côte-d'Or), 27 ; Louis Latard (Nièvre), 30 ; Yves Lévy (Seine-et-Oise), 30 ; Daniel Martinet (Paris), 50 ; Gilbert Walusinski (Seine-et-Oise), 30. — Total : 337 NF.

LA SOUSCRIPTION

B. Barlet (Loire), 5 ; Louis Bert (Seine), 2 ; Yvonne Colliard (Seine), 10 ; Emile Dabin (Doubs), 5 ; Maurice Deruest (Belgique), 9,50 ; Robert Détroit (Seine-et-Oise), 5 ; Jean Duperray (Loire), 7 ; Henri Faulconnier (Côtes-du-Nord), 10 ; Erich Gerlach (Allemagne), 5 ; Eugène Héran (Aveyron), 5 ; Eugène Kerdudou (Seine-et-Oise), 5 ; Raymond Le Rai (Seine), 5 ; Gabriel Pons (Ain), 5 ; Germaine Thomas (Saône-et-Loire), 5 ; Gaston Vaillant (Seine), 5 ; Véga (Haute-Marne), 5. — Total : 93,50 NF.